

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 7 MAI
 N° 179 1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

LYON

4 délégués licenciés
à Paris-Rhône
Monin, Berliet,
Durschmidt
vague de répression
anti-ouvrière

P.4

23 travailleurs menacés de LICENCIEMENT à Bourgogne Electronique,
4 ouvriers frappés de PEINE DE PRISON à Lavelline (Vosges),
4 délégués LICENCIÉS à Paris-Rhône,
18 EXPULSIONS de travailleurs immigrés de la Sonacotra ...

Bourgogne
Electronique

Unité de
combat
autour des 23

A nouveau ce matin et à midi, les 23 licenciés se sont retrouvés aux portes de l'usine avec banderoles, panneaux et mégaphone. Un tract syndical faisant le point des manœuvres de la direction a été distribué. En effet, celle-ci dans sa hâte à empêcher toute liaison entre licenciés et travailleurs, a commis de nombreuses entraves aux libertés syndicales donnant de nouveaux arguments juridiques aux syndicats. Elle a entravé l'action des délégués qui restent dans l'usine, quand ils sont passés dans les ateliers. Elle a essayé d'empêcher sans succès la prise de parole à la cantine (cf QdP n°178), et ce matin elle a interdit l'entrée du local syndical aux délégués syndicaux mis à pied, alors que la loi le permet (jurisprudence du Crédit Lyonnais). Cette entrave a d'ailleurs été constatée par l'huissier des syndicats et Malot, si prompt à se déranger, n'a pas montré le bout de son nez. Il s'est contenté d'envoyer son homme à tout faire : Lusot, militant connu du SAC et officiellement préposé «au réglage des horloges de l'usine !»

suite p.4

RIPOSTER DU TAC AU TAC

Editorial

«Elle est pourrie la société bourgeoise qui tue les paysans, matraque les ouvriers, expulse les immigrés...» Ce mot d'ordre du 1^{er} mai révolutionnaire, plein de haine de classe, trouve chaque jour un écho grandissant.

La bourgeoisie n'arrive plus à briser l'essor des luttes par ses «réformes», elle utilise de plus en plus massivement la répression brutale.

Pour le pouvoir en place, c'est l'intransigeance. Cent quatre vingt-six entreprises en lutte dont soixante-dix occupées, cent vingt-cinq mille travailleurs dans l'action... si la bourgeoisie cédait à quelque chose de substantiel à l'une de ces luttes, c'est toutes alors qui, s'encourageant et s'épaulant, la contraindraient à reculer !

Si la reprise économique se fait attendre, celle de l'action n'a pas failli... Plus de cent conflits battent en brèche la politique salariale définie par le patronat et son gouvernement. Depuis des mois chez CIP, Griffet, Fougères... pour défendre l'emploi, les ouvriers sont mobilisés.

Pour éviter la «contagion» des luttes, les décourager, se montrer «fort», en pleine crise et prétendre avoir toujours le dernier mot, la bourgeoisie réprime désormais à tout va... C'est l'escalade contre nos luttes, contre nos droits.

Depuis quelques semaines :
• c'est les trente-deux syndiqués et délégués assignés au tribunal par la SNIAS,
• dix-huit travailleurs immigrés de la Sonacotra expulsés
• les 23 menacés de licenciements par Bour-

gogne-Electronique,
• les quatre délégués de Paris-Rhône dont Dura-four impose le licenciement,
• aujourd'hui, c'est quatre ouvriers des Vosges condamnés à la prison pour participation à un piquet de grève !

L'enjeu de toutes ces attaques, pour la classe au pouvoir, c'est de casser la construction de l'offensive ouvrière, d'annuler, coûte que coûte la moindre victoire revendicative, instaurer la «revanche» contre les ouvriers combattifs et leurs sections syndicales pour reprendre chacun de nos acquis, y compris nos droits !

En répudiant l'attentisme, les manœuvres contre l'unité ouvrière et populaire face à la répression, du genre des votes CGT au Comité d'Entreprise de Bourgogne-Electronique, ou de l'attitude du PCF dans les Vosges ou à la Sonacotra ; en gagnant dans les luttes l'autonomie ouvrière face au révisionnisme, les travailleurs jettent les bases d'une riposte d'ensemble, d'une contre-offensive ouvrière de masse !

Déjà, l'on voit, à Lyon, à Dijon, à Chateauroux, à la Sonacotra... s'organiser, du tac au tac, la riposte de classe, se construire autour d'elle l'unité populaire.

Autour des entreprises en lutte, aux côtés des camarades frappés, mobilisons-nous ! Partout, le pouvoir doit apprendre à ses dépens, qu'aujourd'hui on peut lutter, qu'on peut gagner... Tous ensemble, il faut riposter :

Faire échec à la politique de force de ce pouvoir en crise, c'est possible et c'est le moment !
Stéphane RAYNAL



24 avril à Paris : manifestation de riposte aux expulsions de travailleurs immigrés.

LAVELLINE (Vosges) 4 OUVRIERS FRAPPÉS DE PEINE DE PRISON

C'est une nouvelle et grave atteinte qui vient d'être portée par la bourgeoisie aux libertés démocratiques et au droit de grève. Alors qu'ils étaient en lutte pour leurs revendications depuis près d'un mois, les travailleurs des

Filatures de la Vologne à Lavelline-devant-Bruyères (dans les Vosges) étaient chassés du piquet de grève par l'intervention des CRS. Mais la bourgeoisie ne s'en tenait pas là et traînait en justice quatre des travailleurs grévistes.

Après mise en délibéré, le jugement vient d'être rendu : trois sont condamnés à quinze jours de prison avec sursis et le quatrième, délégué syndical, à un mois !

suite p.5

Sonacotra BAGNOLET

Le 15 mai, journée portes-ouvertes pour renforcer l'unité Français-Immigrés
voir p.5

MARTINIQUE : GRÈVE GÉNÉRALE



Manifestation lors de la grève de la banane en janvier 1974.

voir p.7

SOMMAIRE

- La Commune : la ville appartenait aux travailleurs p. 2
- Lutttes ouvrières Champigneulles «Ce matin personne ne rentrera...» p. 5
- A la CNUCED, unité des peuples contre Kissinger p. 7
- Lutter contre le démantèlement des PTT aujourd'hui p. 9
- L'Espagne face au fascisme renoué p. 12

LA COMMUNE

LA VILLE APPARTENAIT AUX TRAVAILLEURS

«PARIS EST UN VRAI PARADIS»

LA PLACE VENDÔME EST UN BIVOUAC

Police, armée impériales se sont repliées sur Versailles. C'est la Garde Nationale, armée du peuple payée 30 sous par jour et élisant - ou révoquant - ses chefs, qui assure la défense de Paris : des barricades s'élèvent aux points clefs de la ville ; chacun de retrousser ses manches pour entasser sacs de terre ou pavés. La place Vendôme est transformée en bivouac. «*Quarante fourneaux en plein vent fritotent du matin au soir des pommes de terre frites, du riz, du mouton, de la viande... Les trottoirs sont des dortoirs où les gardes nationaux, entre deux missions, s'assoupissent au soleil avec la tranquillité des gens qui ont bonne conscience.*»

Il est certain que plutôt que de bivouaquer comme des assiégés, les Communards, pour vaincre le pouvoir bourgeois de Versailles, avaient dû être à l'offensive. Mais, comme nous l'avons évoqué précédemment, ils étaient pris dans les contradictions du mouvement ouvrier de l'époque, (pacifisme, légalisme, et surtout absence d'un parti structurant, organisant la colère d'une classe scandaleusement exploitée).

LES MURS PRENAIENT LA PAROLE

En dehors de ce remue-ménage militaire trop bon enfant, les rues vivaient à un rythme tout nouveau. Ce n'était plus le tohu-bohu pressé de voitures de toutes sortes, le mécanisme inhumain de la grande ville ; c'était un mouvement animé, joyeux : dès l'aube, tous les nouveaux journaux se vendaient : «*Le cri du peuple*», «*Le père Duchêne*» ; des colporteurs, pour deux sous, vous donnaient les dernières caricatures, les dernières chansons, exprimant le dégoût, la haine contre le clergé, contre les traîtres de Versailles ; c'était toute une floraison culturelle liée à l'actualité.

Les murs prennent aussi la parole : tôt le matin, ils se couvrent d'affiches : appels, proclamations, décrets, émanant de la Commune (361 affiches en deux mois !) ; mais, comme chacun pouvait recourir à ce moyen d'expression, il y avait également les adresses, les manifestes des clubs, des comités de quartier, de l'Union des femmes. Ainsi, la rue devient une sorte de lieu de rencontre, de discussion. Arrêtons-nous place du Châtelet : un attroupement s'est formé autour d'un étudiant en médecine contestant violemment la gestion de la Commune (preuve de la «*liberté sans rivages*» régnant dans la capitale) ; un garde national intervient : «*Voilà où le bât vous blesse. Trop d'ouvriers à la clef dans cette commune, n'est-ce pas ? Ces messieurs voudraient avoir un assortiment d'avocats, médecins, banquiers, généraux et propriétaires. Quant aux ouvriers, qui, seuls, savent et peuvent représenter la classe travailleuse, macache ! Personne ! Alors donc, vous voulez des étoiles... et il n'en faut plus... Ça file.*»

Et c'est la gouaille d'un gamin qui va clore ce débat de façon juste et pittoresque. «*Un train express pour Versailles, l'Ecole de Médecine attend. Chauffez ! Les voyageurs en voiture !*», et d'imiter le sifflet et le bruit de la locomotive, déchainant les rires des passants.

PLACE VOLTAIRE, ON BRÛLE LA GUILLOTINE

Le peuple de Paris se réapproprié également les rues de la ville lors de grandes cérémonies populaires, à contenu politique très avancé. Ainsi, le 6 avril, des milliers de travailleurs se rassemblent, place Voltaire, pour assister à la destruction de la guillotine, à l'appel du Comité du XI^e. Le journal officiel relate l'événement : «*Judi, à neuf heures du matin, le 13^e bataillon, appartenant au XI^e arrondissement, est allé rue Folie-Méricourt ; il a réquisition-*

Dès le début du siège, en septembre 1870, «les francs-fumeurs» des beaux quartiers avaient quitté précipitamment la capitale, en emportant tous leurs objets précieux. Nouvelle vague de départs précipités, fin janvier 71, après la signature de l'armistice ; c'est que les nantis, s'ils n'avaient plus à craindre les Prussiens, redoutaient davantage que Paris ne passât aux mains des Bellevillois, des rouges. Enfin, dernier flot de notables en déroute, après le 18 mars et la proclamation de la Commune.

Paris, donc, pour la première fois dans l'histoire, appartenait à ceux qui l'avaient édifié, aux travailleurs. Et Courbet traduit bien cette impression d'une ville libérée, lorsqu'il écrit le 30 avril à ses parents : «Paris est un vrai paradis ; point de police, point de sottise, point d'exaction d'aucune façon... Il faudrait pouvoir rester toujours comme cela.

né et pris la guillotine, il a brisé en morceaux la hideuse machine, et, aux applaudissements d'une foule immense, il l'a brûlée. Il l'a brûlée au pied de la statue du défenseur de Sirven et de Calas... au pied de la statue de Voltaire. Et le J.O. profite de l'occasion pour dévoiler les mystères du Paris de la répression. «*Maintenant veut-on savoir ce que coutent les bourreaux ?*»

LA COLONNE VENDÔME, AFFIRMATION DU MILITARISME EST DÉMOLIE

Autre grande fête politique : le 16 mai, la démolition solennelle de la colonne Vendôme, au milieu des chants, des musiques, des drapeaux rouges et, sous les applaudissements des travailleurs massés dans toutes les rues adjacentes. L'énoncé du décret montre bien la volonté révolutionnaire qui animait cette cérémonie : «*La Commune de Paris considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité, décrète : Article unique : la colonne de la place Vendôme sera démolie.*»

TAMBOURS VOILÉS ET DRAPEAUX ROUGES

Les Communards surent aussi rendre un hommage d'une juste solennité à ceux qui tombèrent au combat, mettant ainsi au service du peuple la pompe d'ordinaire accordée aux seuls enterrements des généraux, des présidents. «*En tête du cortège, trente tambours voilés de crêpe et trente clairons pavoisés de deuil. Une compagnie de pupilles de la Commune précède le convoi. Les corbillards sont d'immenses cerceils recouverts de velours noir semés d'étoiles d'argent, encadrés aux quatre coins par des faisceaux de drapeaux rouges couronnés d'immortelles.* Et lorsqu'au moment de l'inhumation, chacun aura jeté sur les fosses ouvertes l'immortelle qu'il avait à la boutonnière, on se séparera en criant : «*Vive la Commune !*»

«LA VIE FLAMBOYAIT»

Les travailleurs ne se contentaient pas de se réapproprier les rues de Paris. Dans leur volonté de s'instruire, de s'informer, de débattre des grands problèmes d'une société à rebâtir, ils vont ouvrir les locaux publics, les réanimer par des réunions. Comme le précise le communard, Edouard Vaillant, délégué à l'enseignement : «*Sous le régime communal, toute galerie, bibliothèque, collection, etc... doit être ouverte largement au public. Le désir de lire et d'étudier doit suffire pour en ouvrir les portes.*» De nouvelles salles de lecture seront créées, d'ailleurs, par exemple dans les hôpitaux. Louise Michel traduit bien cette ambiance d'intense curiosité culturelle : «*Partout les cours étaient ouverts, répondant à l'ardeur de la jeunesse. On voulait tout à la fois, arts, science, littérature, découverte, la vie flamboyait...*»

UN ENSEIGNEMENT INTÉGRAL

A travers tous les débats se dessine une revendication à l'instruction gratuite, obligatoire et laïque, pour tous, les garçons et les filles. Mais apparaît aussi la remise en question du contenu même de cet enseignement : il doit être «*intégral*», c'est à dire cultiver à la fois dans le même individu l'esprit qui conçoit et la main qui exécute, en servant de la «*méthode expérimentale et scientifique, celle qui part de l'observation des faits quelle qu'en soit la nature.*» (N'est-ce point un des principes qui guident actuellement l'acquisition du savoir dans l'enseignement chinois ?)



LES TRAVAILLEURS S'EMPARANT DE LA PAROLE

C'est de ce problème majeur et de bien d'autres encore dont s'entretenaient chaque soir les travailleurs et parmi eux de très nombreuses femmes qui se réunissaient dans les clubs. En effet, à peu près dans chaque arrondissement se créèrent un ou plusieurs clubs, (nous avons déjà évoqué les activités du club des Prolétaires, du XI^e arrondissement). Où se tenaient ces séances ? Un peu partout, dans les salles de classe, dans les mairies, dans les théâtres fermés ; et bientôt, quand le public devint trop nombreux, dans les églises (qui d'ailleurs restaient ouvertes au culte dans la journée). L'entrée était gratuite ; parfois, était demandée une légère participation aux frais de chauffage et d'éclairage.

On élisait un bureau, souvent chaque soir. Et la réunion commençait par une série d'informations concernant la vie du quartier, de la ville, le ravitaillement, la guerre contre les Versaillais. Quant aux décisions de la Commune, elles étaient commentées, critiquées éventuellement avec beaucoup de vigueur et parfois l'on votait une motion qui était portée le lendemain à l'Hôtel de Ville. Les masses voulaient exercer un contrôle permanent sur l'État. D'ailleurs ce fut sur l'initiative des clubs que furent décidées certaines mesures au niveau communal (par exemple, pour lutter contre la hausse des prix, la création de boucheries municipales).

Puis, les clubs ayant pour objectif «*l'éducation du peuple par le peuple*», il y était débattu de problèmes de fond :

l'enseignement, le capital et le travail, «*la femme vue par l'Eglise et par la Révolution*» ; le droit de propriété, l'alcoolisme, la prostitution.

Ces débats se menaient dans une atmosphère animée, fiévreuse même, surtout lorsqu'on abordait les questions de l'Eglise, de la trahison et des atrocités commises par les Versaillais. Ce qui apparaît aussi, d'après les comptes-rendus, c'est que la parole était vraiment donnée à tous et qu'on ne se contentait pas d'écouter sagement les ténors de la tribune. Ainsi l'intervention de cette vieille travailleuse : «*On nous dit que la Commune va faire quelque chose pour que le peuple ne meure pas de faim en travaillant, eh ! bien ! vrai, ce ne serait pas trop tôt ! Car moi voilà quarante ans que je suis laveuse et que je travaille toute la sainte semaine, sans avoir toujours quoi mettre sous la dent et payer mon terme. Et pourquoi donc que les uns se reposent du premier de l'an à la Saint-Sylvestre pendant que nous sommes à la tâche. Est ce juste ?*»

«ICI, TU ES CHEZ TOI»

Le peuple de Paris occupe d'autres terrains culturels comme le théâtre. Les anciens habitués sont tout choqués de ce nouveau public en vêtements d'ouvrier et non plus de bourgeois. Il y avait aussi de nombreux concerts l'après midi

dans les quartiers, souvent au profit des veuves, des orphelins. La Commune organisa elle-même, le soir, quatre grands concerts au bénéfice du service de santé, et cela, de façon très significative sur les lieux mêmes de réjouissance du monde impérial déchu, au palais des Tuileries. D'ailleurs, on pouvait lire, affichée sur les murs cette proclamation : «*Peuple ! L'or qui ruisselle sur ces murs, c'est ta sueur ! aujourd'hui que la révolution t'a fait libre, tu rentres en possession de ton bien. Ici tu es chez toi. Mais reste digne parce que tu es fort, et fais bonne garde pour que les tyrans ne rentrent jamais.*»

Pendant ces concerts qui connurent un succès populaire extraordinaire, les morceaux de musique alternaient avec des duos, des poèmes. Mais la chanson qui était demandée, bissée, applaudie avec enthousiasme, c'était «*La Canaille*».

«*Tous ses fils naissent sur la paille, Pour palais, ils n'ont qu'un taudis ! C'est la Canaille ! Eh bien ! J'en suis.*»

UNE RÉAPPROPRIATION DE LA VIE

Ainsi, nous voyons, durant les quelques semaines de la Commune, s'épanouir la curiosité, la volonté critique, la créativité des masses parisiennes non pas dans un domaine seulement politique, mais dans le domaine culturel au sens juste du terme. Il ne s'agissait pas d'une prise de pouvoir théorique, mais d'une réappropriation de la vie dans tous ses aspects, d'une remise en question des rapports sociaux.

Paule SACONNET

1 500 000 CHÔMEURS : CHIRAC SATISFAIT

Chirac a tracé hier un bilan de l'action gouvernementale en faveur de l'emploi. Il s'est dit particulièrement satisfait de l'action des comités départementaux pour l'emploi qu'il a commencé à mettre en place il y a deux mois. D'après lui, sous l'effet conjugué de la reprise économique et des mesures gouvernementales, le chômage est en régression depuis deux mois et cette baisse va se poursuivre toute cette année. Les files de chômeurs témoignent d'une toute autre réalité.

Deux chiffres résumés de façon claire et nette l'action gouvernementale, Chirac ne les a pas cités, il s'agit pourtant de chiffres officiels. Quand Chirac a été nommé premier ministre, il y avait en France 425 000 demandes d'emploi non satisfaites officiellement recensées, il y en a aujourd'hui, malgré le «nettoyage» effectué par la circulaire Métais, 960 000, soit plus du double. Et encore ce bilan ne tient pas compte de l'augmentation considérable du nombre de chômeurs partiels. Il n'empêche, malgré 1,5 millions de chômeurs, Chirac s'estime satisfait, parce que en un mois, le nombre de chômeurs a baissé de 40 000. Cette diminution, elle intervient chaque année à la même époque. Il y a un an, alors que le nombre officiel de chômeurs était aux environs de 750 000, Durafour tenait déjà le même langage que Chirac aujourd'hui, disant que le chômage avait tendance à diminuer voire «à se stabiliser», on voit ce qu'il en a été !

DES MESURES DE DIVISION

Le gouvernement a pris plus d'une mesure «en faveur de l'emploi». Mais que visaient-elles ? La loi sur les 90 % en cas de licenciement pour raison économique, même si elle a bénéficié à un certain nombre (limité) de chômeurs, visait à empêcher une riposte ouvrière aux licenciements et aux fermetures d'entreprise.

Le gouvernement se trouve en effet confronté à la combativité de la classe ouvrière qui refuse de plus en plus la crise et les discours sur la «reprise». Il est donc contraint pour désamorcer la révolte des travailleurs à accorder quelques miettes et à tenter de créer la division



entre licenciés économiques et autres.

Le gouvernement a pris également un nombre important de mesures destinées à camoufler le chômage : circulaire Métais obligeant les chômeurs à remplir de nouveaux formulaires, prolongation de la période scolaire en CET en cas d'échec au CAP, prolongation de la période militaire pour les sans-emploi le désirant. Il s'est

servi du chômage comme moyen de pression pour fournir au patronat une main-d'œuvre jeune, plus mobile, et quasiment gratuite : contrats emploi formation, et il généralise le système des contrats à durée limitée.

PLANIFIER LE CHÔMAGE

Il y a eu enfin la création de comités départementaux pour l'emploi. Ces comités répondaient à la nécessité pour la bourgeoisie de mieux planifier et contrôler le chômage. Ils permettent au gouvernement d'avoir une vue plus précise des points où

le taux élevé de chômage risque d'amener des luttes, et rechercher les moyens adaptés à chaque cas particulier pour camoufler le chômage, tenter de diviser les travailleurs.

Les véritables bénéficiaires des mesures gouvernementales sont les patrons qui touchent des primes à la création d'emploi.

LA RIPOSTE OUVRIÈRE

Mais toutes ces attaques n'ont pas désarmé les travailleurs. Des dizaines d'entreprises sont actuellement occupées par leurs ouvriers qui refusent les licenciements. Malgré les 90 %, malgré une répression brutale contre toutes les luttes : attaques policières, licenciements..., les travailleurs luttent avec détermination exigeant que leur emploi soit maintenu. Les luttes contre le chômage se caractérisent par leur haut niveau d'unité et leur durée. Elles ne mettent pas seulement en cause la question du chômage, mais souvent plus large-

ment, l'organisation capitaliste de la société. C'est bien cela qui inquiète le gouvernement, il s'efforce par tous les moyens de désamorcer les luttes et parle de baisse du chômage comme s'il était à même d'y mettre fin. C'est un discours qui ne passera pas, il est à la fois trop usé et trop contraire à la réalité, les travailleurs ont appris que contre le chômage, seule la lutte paie.

Serge LIVET

SCHMIDT APPELLE GISCARD À LA FERMETÉ

Giscard se targuait fort de son amitié avec le chancelier allemand Schmidt, qui lui servait à se donner un vernis «libéral». Mais depuis quelques semaines, les relations entre gouvernement français et gouvernement allemand se sont tendues. Schmidt a en effet expliqué l'importance des partis révisionnistes par le fait qu'en France comme dans d'autres pays méditerranéens «des structures sociales ont été conservées pendant des dizaines d'années», il en attribue la responsabilité au gaullisme. A la suite de cette déclaration, le gouvernement français a fait intervenir son ambassadeur. Chirac a réagi séchement à ces propos qu'il a diplomatiquement qualifié «d'irréfléchis».

Cet échange de propos aigres doux, entre gouvernement français et allemand sont le fait d'impérialismes concurrents. Leur rivalité porte essentiellement sur la domination de l'Europe des 9. L'Allemagne qui a la position économique la plus forte et l'armée classique la plus puissante prétend au rôle de leader de la petite Europe, rôle que lui dispute la France.

Le gouvernement social démocrate allemand se pose en modèle de réussite pour les pays européens confrontés à un fort mouvement de masse. Inquiet du développement des luttes en France et en Italie, Schmidt appelle les gouvernements de ces pays à suivre l'exemple allemand. On sait de quel exemple il s'agit, c'est l'atteinte grave aux libertés démocratiques, la chasse aux révolutionnaires, etc...

Des retombées de l'interview de D'Estaing

Pour «Le Figaro», organe officieux du pouvoir, dans un évident «souci de clarification», D'Estaing aurait répondu aussi bien à ceux qui l'accusaient d'atlantisme qu'à ceux qui pensaient que «sa pensée militaire» était «floue», qu'il abandonnait les positions gaullistes. Il aurait défini un projet capable d'unifier la majorité, de l'UDR à J.J.S.S., et de mettre en difficulté l'opposition, «qui aura à émettre un vote délicat», et que Chirac va «mettre au pied du mur».

Il est vrai que la riposte de la «gauche» est embarrassée. Elle est de longue date divisée sur la question de la défense nationale. Le PCF est lui-même en train de réviser ses conceptions : du désarmement nucléaire qu'il exigeait encore voici peu, il en vient maintenant, selon Jobert (ancien ministre de Pompidou), à «reconnaître enfin l'intérêt de la force nucléaire de notre pays», pendant que le gouvernement la néglige. Baillet, spécialiste de ces questions pour le PCF, se borne à évoquer «la crise de l'armée», que «les mesures que propose Giscard ne permettront pas de doter la nation des moyens susceptibles d'avoir une véritable défense nationale», et «qu'une autre politique est possible»...

Hernu, son homologue du PS, se borne à critiquer l'absence de «choix politique» de Giscard ; «Le Monde», plus

explicite, croit voir une continuité dans la politique gaulliste, mais critique le «dogme» du «maintien de l'armée de conscription», qu'il juge incompatible avec un développement de l'arme nucléaire. Si l'opposition est divisée, la majorité ne l'est pas moins : Guéna, nouveau secrétaire général de l'UDR, estime «nous avons été entendus», tandis que Sanguinetti, qui a occupé ce même poste, pense que «c'est le moment de dire que les armées de volontaires (entendez l'armée de métier) ne sont pas plus coupées de la nation que les armées de conscription».

Armement nucléaire ou pas, armée de conscription ou armée de métier, dans un monde «incertain», la bourgeoisie française est incapable de s'unifier sur un projet politique cohérent de défense nationale.

DES «FUITES» CHEZ FOURCADE ?

Philippe Simonnot, qui était journaliste au «Monde», en a été licencié le 30 avril. Dans un article, il avait publié une note interne du ministère de l'économie et des finances, qui montrait «que le projet de fusion Elf-Aquitaine aboutit à une perte de contrôle de l'Etat sur des actifs industriels et miniers appartenant à la collectivité nationale».

Fourcade dépose une plainte pour vol de documents administratifs. Selon «Le Monde», ce n'est pas pour avoir publié ces informations que Simonnot est licencié, mais pour avoir refusé de dire d'où il les tenait.

Mais révéler l'origine des «fuites» dans le ministère

revient à les rendre impossibles : on fait confiance à Fourcade pour cela. Ce qui gêne Fourcade, ce qui a motivé en dernière analyse le licenciement de Simonnot, c'est que certaines décisions du pouvoir soient rendues publiques.

Mitterrand s'est vanté, lors de son «duel télévisé» avec Fourcade, d'avoir obtenu des chiffres sur l'économie française par des fonctionnaires des propres services de son adversaire ! Ce qui a obligé Chirac à monter sur ses grands chevaux pour rappeler aux fonctionnaires leur «obligation de réserve» !

Les «fuites» sont un procédé habituel de règlement de comptes entre différents clans de la bourgeoisie ;

celle-ci vient à point pour apporter de l'eau au moulin de la campagne des révisionnistes contre les «pétroliers».

On comprend que Fourcade

de s'affole : les dessous de la politique bourgeoise ne gagnent pas à être connus !

Paul GAUVIN

PONIA LANCE UNE CAMPAGNE «POUR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ÂGÉES»

On ne savait pas que le gouvernement se souciait tellement de la protection des personnes âgées. Les bureaux d'aide sociale, le ministère de la Santé et le ministère de l'Intérieur viennent pourtant de lancer une campagne sur le thème «personnes âgées, vivez tran-

quilles», préservez votre pension, vos économies, contre les agressions ; dans la rue, marchez au milieu du trottoir ; chez vous, n'ouvrez pas à n'importe qui...

Tout est bon pour la bourgeoisie pour développer chez les Français une véritable obsession de la «sécurité», pour justifier le renforcement de son arsenal répressif.

● A propos de l'assignation à résidence de 4 militants basques espagnols de l'ETA, Ponia déclare : «Au pays Basque français, le calme sera maintenu et aucun désordre ne sera toléré. Les étrangers qui se réfugient en France... doivent cesser toute activité politique... Au lieu d'expulser les quelques réfugiés qui n'ont pas respecté cet engagement, nous les avons

assignés à résidence dans ce lieu de loisirs et d'agrément qu'est l'île d'Yeu. Quatre nouvelles assignations à résidence ont été ordonnées ces derniers jours. Elles visent des membres de l'ETA, organisation interdite en France. La France, terre hospitalière, attend en échange, que ceux qu'elle accueille ne troublent pas l'ordre intérieur».

LUTTES OUVRIERES

BOURGOGNE ELECTRONIQUE : UNITÉ DE COMBAT AUTOUR DES 23

suite de la une

Après l'entrée des ouvrières à 7 h 30, où de nombreuses discussions ont eu lieu, les 23 ont pu voir les différents cadres et chefs de service se succéder les uns après les autres, entre 8 h et 9 h alors qu'ils répriment les ouvrières pour la plus petite minute de retard. Pas tranquille, la secrétaire de Malot est rentrée à toute vitesse dans l'usine, manquant de heurter les licenciés.

Le problème principal pour les 23 et les anciens grévistes les plus déterminés est aujourd'hui d'entraîner la masse des ouvrières à surmonter la répression de la direction dans les ateliers : engueulades pour un oui ou pour un non à l'atelier Huré où les filles résistent, menaces de relever les noms et de sanctions à l'atelier Fiet si les filles se regroupaient à plus de deux quand le délégué est venu parler, etc...

Cette situation exige un travail patient d'explications et la détermination d'actions où la plus grande masse suivra, en évitant les divisions entre celles qui veulent bouger à l'intérieur et celles qui hésitent. Les éléments allant dans le sens de la solidarité et de la résistance ont eu lieu aujourd'hui comme par exemple ces filles du Tante qui se sont cotisées pour acheter des vêtements pour l'enfant d'une mère célibataire de leur atelier, licenciée, celle-ci les a remerciées tout en les incitant à se tenir prêtes pour les prochaines initiatives de lutte. Dans d'autres ateliers, l'idée des 1% de salaire pour les grévistes jusqu'à la réintégration commence à faire son chemin, car l'ensemble des ouvrières reste néanmoins révolté par la grossièreté de la répression.

LES GRÉVISTES À FR 3 !

Judi à 16 h 30, les 23 licenciés de Bourgogne-Electronique ont tenu une conférence de presse à laquelle, d'ailleurs, la télévision régionale, sise à Dijon, n'a pas cru devoir assister alors qu'elle y était conviée. Au cours de cette conférence de presse, la montée de la répression à Bourgogne-Electronique a été décrite comme les intimidations envers les délégués.

D'autre part, des explications ont été données quant au motif des licenciements, le fait qu'il sont non fondés et que la direction, outrepassant ses droits, s'est fait justice elle-même. Cette répression a été liée à celle que subissent les travailleurs d'une façon générale comme à Brest où des délégués sont licenciés et sous le coup de la loi anti-casseurs pour une manifestation, et à Nevers, où, pour avoir fait grève deux jours, 11 travailleurs sur 25 sont licenciés !

Suite à cette conférence de presse, les 23 se sont rendus à FR 3 pour demander des comptes et imposer que la télévision parle de cette affaire aux actualités régionales !

Correspondant Bourgogne-Electronique

Le deuxième élément qui a désarmé les travailleurs un moment, est le vote de trois délégués CGT au C.E. pour le licenciement de Vieillard. Cela était ressenti comme un coup de poignard dans la lutte si bien que l'U.D. a promis l'exclusion de ceux qui avaient fait cela, exclusion que l'on attend encore, sur laquelle on peut avoir de sérieux doutes car

d'un autre côté l'U.D. CGT fait courir le bruit que ce seraient trois délégués CFDT qui auraient voté le licenciement de Vieillard afin de l'imposer comme permanent au bureau de l'U.D. qui n'en voudrait pas, c'est bien étonnant quand on sait que Vieillard vient d'être réélu au bureau de l'U.D. CFDT au dernier congrès, il y a une semaine.

L'attitude du PCF dans la lutte, suite à cette affaire, est la plus grande discrétion, tout en faisant tout pour que tout cela ne revienne pas sur le tapis.

Dans le cadre de cette lutte contre les licenciements, une unité de combat est en train de se forger parmi les 23, certaines discordances et hésitations de départ sont surmontées aujourd'hui dans l'action. Cette unité se forge aussi entre les licenciés et les éléments actifs (délégués et non-délégués) qui restent très nombreux dans l'usine. Le fait qu'ils soient aussi nombreux est une des conséquences bénéfiques du fait que la grève ait été prise en main largement par un grand nombre d'ouvriers.

Proposée par la cellule B.E. du PCR, l'idée d'un collectif de lutte contre la répression et pour la réintégration des 23 réalisant l'unité de toutes ces volontés est discutée par les ouvriers. De même, l'idée de joindre la lutte avec celle d'Hoover et de la création de comités de soutien. Déjà une inter-trust Thomson CFDT est convoquée à Dijon pour le mardi 11 mai à 9 h, à l'U.D., d'autre part, il est fort probable qu'une délégation importante des travailleurs de B.E. sera présente à la journée «portes-ouvertes» des «Lip» dimanche.

Les travailleurs de B.E., tous concernés par les licenciements des 23, car c'est leur droit de s'organiser et de faire grève qui est en jeu, reçoivent le message de soutien des autres travailleurs en lutte.

A l'U.D. CFDT de la Côte d'Or, hôtel des Sociétés, 7, rue du Docteur Chausier - 21 000 - Dijon.

Yvon CHEVET

LYON :

- 4 délégués licenciés à Paris-Rhône - Monin, Berliet, Durschmidt... vague de répression **DÉFENDONS NOS DROITS**

A Paris-Rhône se tiendra ce soir un meeting contre les licenciements de 4 délégués du personnel prononcés par le ministre du travail, Durafour, en personne. Ces licenciements, demandés par la direction de Paris-Rhône, suite à la grève en décembre dernier, avaient été refusés par l'Inspection du Travail, les plaintes pour «coups et blessures» étant pratiquement toutes retirées... Les travailleurs de Paris-Rhône avaient dernièrement renouvelé leur confiance en ces délégués en les réalisant à une écrasante majorité. Ces licenciements sont une véritable provocation du pouvoir, mais la répression à Paris-Rhône n'est pas un fait isolé.

Dans la région lyonnaise comme ailleurs, c'est la réponse systématique de la bourgeoisie face aux luttes qui se développent. Dans l'Ain aux «Compresseurs Frigorifiques», les 175 travailleurs qui occupaient leur usine se voient évacués par les flics, une police privée garde actuellement l'usine. Les grévistes sont mis à pied pour 7 jours, la direction déclarant par ailleurs qu'elle

jours, la direction menace de poursuivre un délégué pour «menace de mort». Ce matin, l'armée escortée par la police, en possession des camions ramasse les ordures.

A Berliet, à Bourg-en-Bresse, lock-out de deux jours pour 850 personnes suite à la grève des caristes. Par ailleurs, la direction menace toute l'usine du lock-out, soit 1 800 personnes, elle menace

relatifs à l'exercice des droits syndicaux, ce qui reviendrait en particulier à réduire les heures d'information syndicale annuelles. A la SNAV, suite à la grève des containers, 7 travailleurs immigrés combattifs, puis deux autres, sont licenciés.

A Durschmidt, la semaine dernière, un camion conduit par un patron de «Limousin» recule violemment en blessant grièvement 5 travailleurs dont un délégué CGT.

A l'entreprise Galvaro, de Vénissieux, un délégué CGT est mis à pied trois jours sous prétexte qu'il dépassait le temps de délégation prévu.

A Paris-Rhône, comme à Lip, comme dans les foyers Sonacotra, la bourgeoisie montre sa politique délibérée : s'attaquer à tous les secteurs combattifs de la classe ouvrière.

aurait certainement eu des suites bénéfiques pour l'entreprise et ceux qui y travaillent», il montre clairement la volonté du patronat de reprendre ce que les travailleurs leur ont arraché par leurs luttes durant ces dernières années. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est riposter à tou-

LYON : LES OUVRIERS DES «COMPRESSEURS FRIGORIFIQUES» MANIFESTENT AUJOURD'HUI CONTRE LA RÉPRESSION

Une manifestation s'est tenue hier soir à Paris-Rhône. Elle rassemblait environ un demi-millier de travailleurs. On y remarquait, entre autres, la présence de délégations de postiers et d'une délégation des «Compresseurs frigorifiques» de Montluçon.

Aujourd'hui, à l'appel de la CFDT (la CGT n'appelant pas, prétextant une manifestation sur la sécurité du travail qui va avoir lieu également aujourd'hui), les ouvriers des «Compresseurs frigorifiques» vont manifester pour protester contre les 150 licenciements prévus, ainsi que 30 autres licenciements pour «faute grave» («entrave à la liberté du travail», disent les patrons). Parallèlement à cette action, la CFDT compte engager un recours en justice.



Pendant la grève.

statuerait sur le sort qui serait réservé aux contrats de travail, faisant ainsi peser des menaces de licenciements. A Monin, entreprise privée lyonnaise de ramassage d'ordures, alors que les éboueurs sont en grève depuis 15

aussi les caristes de poursuites judiciaires parce qu'ils ont gardé les clés de leur engin. De plus, elle fait appel à une entreprise de sous-traitance. A Berliet-Vénissieux, la direction remet en cause les accords de 68 et de 70

montrer qu'elle a toujours le dernier mot, que la lutte n'est pas possible. Mais cela ne lui suffit pas : quand le directeur général de Berliet déclare : «Les accords dénoncés avaient été signés à chaud et un accord négocié à froid

te attaque et tous ensemble. Les travailleurs de Lip ne sont pas prêts à se laisser faire, la répression dans les foyers Sonacotra n'a fait qu'entraîner une riposte plus massive des travailleurs. A Monin, l'intervention de l'armée ne brisera pas la grève !

Bureau de Presse Régional-Lyon

Thomson-Levallois : contre le salaire au rendement qui divise et met en cause notre santé

Depuis le 26 mars, les travailleurs de l'usinage (tourneurs, fraiseurs, ajusteurs) sont entrés dans l'action, pour la suppression de la prime de rendement et son intégration au salaire, la suppression du travail au temps, les classifications (diminution du nombre de taux par catégorie)... Et aussi contre le bruit et les vapeurs toxiques...

A l'occasion de la mobilisation sur la sécurité dans le travail, un appel à la solidarité de toute l'usi-

ne vient d'être lancé par une information CFDT.

Les travailleurs de l'usinage dénoncent le fait d'être les seuls ou presque (50 sur 2 000 à Levallois) à rester liés par une prime de rendement ! Ils démontrent le lien entre ce système de salaire et la dégradation de leurs conditions de vie et de travail :

«Qui dit productivité, dit agression permanente pour la santé et la vie du travailleur ; le salaire lié au rendement entraîne une tension nerveuse qui pro-

voque des risques d'accidents et entretient un état dépressif». Comme le font remarquer les travailleurs de l'usinage : «Plus on est fatigué nerveusement et plus l'horizon se restreint». Ainsi, c'est la possibilité même de réfléchir sur son exploitation, de lire ou rédiger qui est entamée !

«Pour la direction, les ouvriers ne sont là que pour produire le plus possible, sans perte de temps». C'est cet esclavage qu'on remet en cause

aujourd'hui à travers les revendications !

Et, parce que la dictature Thomson, que la victoire de Bourgogne Electronique avait entamée, doit être remise en cause de plus en plus largement, le soutien commence à s'organiser pour les 23 menacés de licenciement à Dijon : collecte et tract de soutien sont en cours de réalisation... Contre la Thomson, on peut gagner !

Corresp. Thomson-CSF (Levallois)

LUTTES OUVRIERES

15 mai, journée «portes ouvertes» au foyer Sonacotra de Bagnolet

POUR RENFORCER L'UNITÉ DE LUTTE FRANÇAIS-IMMIGRÉS

Deux semaines après l'expulsion des 16 travailleurs immigrés des foyers Sonacotra de la région parisienne et les grandes manifestations de riposte qui ont suivi, la mobilisation reste grande : «La Sonacotra ne nous fait pas peur !», répètent les travailleurs. Claudius-Petit est toujours aussi muet sur la satisfaction des revendications. Quant à la répression, après les brutalités policières de ces dernières semaines, elle se fait plus sournoise : la bourgeoisie a puisé dans son attirail juridique des mesures de saisies-arrêts sur les salaires comme c'est le cas à Dijon contre 200 résidents du foyer Mistral.

A Bagnolet, les travailleurs sont informés depuis hier matin par le «Quotidien du Peuple» de cette attaque contre leurs camarades de Dijon. Le Comité de coordination prend déjà les moyens d'établir une liaison étroite et suivie avec les travailleurs du foyer Mistral : pour un foyer touché, c'est tous les foyers qui riposteront !

Au cours de ces deux dernières semaines, à l'ap-

pel du Comité de coordination, la grève des loyers a pris une forme nouvelle : désormais, le montant des loyers est déposé chez un huissier, cela dans le but de couper court aux calomnies de la Sonacotra traitant la grève de «cessation illégale de paiement». «D'ailleurs cette forme de grève nous a permis de gagner la sympathie de travailleurs français qui ne nous comprenaient pas bien, explique un délégué à propos

des réactions de ses camarades de travail, ils comprennent que notre lutte est sérieuse et réfléchie».

C'est dans cet esprit de renforcer l'unité des travailleurs français et immigrés, de lever les incompréhensions mutuelles que les travailleurs de Bagnolet ont décidé, sur proposition du Comité de soutien, d'organiser le samedi 15 mai une journée «portes ouvertes» dans le foyer. Tout un programme est en cours de préparation : des films, des pièces de théâtre, des débats sur les luttes. L'appel à participer à ces journées va être lancé à toute la population de Bagnolet. «J'ai déjà invité les camarades

français de mon usine. Ils sont d'accord, ils veulent voir dans quelles conditions on vit ici», précise un jeune travailleur polonais.

Développant un puissant mouvement de lutte, affrontant la répression policière, les travailleurs des foyers Sonacotra manifestent leur espoir et leur volonté d'unir leurs luttes à celles de leurs camarades français. Ils sont partie prenante de l'offensive ouvrière qui se construit. Aussi envisagent-ils, à Bagnolet, de participer au grand carrefour des luttes qu'organisent les «Lip» dans leur usine samedi et dimanche prochain.

Julien LEBLOND

Grenoble : Lutte contre la répression à Caterpillar

Vendredi, un ouvrier de Cater, M^r Latapie, était convoqué au bureau du personnel pour le lundi matin 9 H afin «d'envisager son licenciement». Motif, refus de travail ! Immédiatement la section CFDT appelle à un débrayage lundi matin. A Caterpillar à Grenoble, plus de 150 ouvriers y participent. A Echirolles, ce sont 70 % des ouvriers qui y prennent part. Sur le coup, la direction hésite et repousse au lendemain sa décision et fait courir le bruit qu'il n'a jamais été question de licenciement. La lettre recommandée montre pourtant clairement ses intentions. Mardi et mercredi l'action se poursuivait par de nouveaux débrayages et des propositions pour combattre le système «du boni», à l'origine du licenciement. M^r Latapie n'a jamais refusé de faire un travail comme le prétend la direction, par contre c'est un des ouvriers qui a refusé le contrôle Sécurex et attaqué Cater aux Prud'hommes, c'est en effet un militant actif de la section CFDT, voilà les véritables raisons de la tentative de licenciement, les travailleurs de Cater feront échec à cette nouvelle atteinte aux libertés syndicales !

Corresp. Grenoble

suite de la une

Que leur reproche-t-on ? D'avoir fait grève et participé au piquet !

Voilà qui précise nettement les projets de la bourgeoisie en matière de répression aujourd'hui... La prison pour les travailleurs en lutte. Poniatowski n'a plus rien à envier à son collègue espagnol !

Dans les Vosges, la répression, c'est la dernière carte de la bourgeoisie face à la montée des luttes populaires. Avec l'assassinat de Michel Boye, il s'agissait pour elle d'étouffer les luttes paysannes ; aujourd'hui, elle a franchi un nouveau pas ! Face aux luttes qui se déclenchent contre les licenciements, le chômage, mais aussi pour les salaires (SIMAX, SOPLEC, Gare SNCF d'Épinal, etc...), la condamnation de ces quatre travailleurs est une tentative pour empêcher l'offensive ouvrière qui se dessine, pour contrer l'unité populaire qui se forge autour de ces luttes.

Dans la lutte des Filatures de la Vologne, l'enjeu pour le patronat local était important ; s'il cédait dans cette usine, c'est

dans tout le tissage des Vosges qu'il aurait dû reculer !

Sans tarder, engageons la riposte, c'est la levée immédiate des inculpations qu'il faut exiger ! Construisons l'unité populaire pour les travailleurs en lutte. Poniatowski n'a plus rien à envier à son collègue espagnol !

Mais, ici, une question se pose. Quelle attitude ont les révisionnistes du P«C»F et de la direction de la CGT ? Après l'assassinat de Michel Boye, ils conseillaient aux paysans qui avaient fait un «comité contre la répression» d'aller plutôt voir la FDSEA «organisation de lutte de classe», selon eux... Ils se contentaient de demander la démission du préfet et de remettre toute solution à un avenir, proche selon eux, «l'union de la gauche au pouvoir»... Est-ce en mettant dehors les paysans venus à Lavelline discuter avec des travailleurs que se construira cette unité ? Au lendemain de la mort de Michel Boye, des paysans, avec le soutien de la CFDT, du PSU et du PCRml avaient pris l'initiative de constituer un «comité contre la répression», rassemblant ouvriers et paysans, engageant le débat sur le sens de cette unité, dénonçant les actes de répression et faisant la lumière sur la mort de Michel Boye. C'est de cette unité qu'a peur la bourgeoisie, c'est elle qu'il faut forger dans chacune de nos luttes !

Marcel MAYER

Les travailleurs de PETERCEM (Lyon) adressent leur soutien aux camarades des foyers Sonacotra :

- Face aux expulsions de militants, représentant les travailleurs de la Sonacotra, sans aucun recours juridique possible,

- Les travailleurs de PETERCEM exigent le retour de tous les délégués et résidents expulsés de France, et la satisfaction de l'ensemble des revendications des résidents des foyers Sonacotra.
CFDT de PETERCEM
210, avenue Félix Faure
69 003 LYON

PORTE OUVERTE A LA CIP (BAILLEUL)

Après Griffet, «Réo» (Fougères), Lip... c'est les travailleuses de la CIP-Bailleul (Lille) qui viennent de décider également d'une journée «porte ouverte» de popularisation, avec une fête populaire où sont conviés largement les ouvriers de la région samedi 8 mai !

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES EN GRÈVE GÉNÉRALE

A Nantes, les travailleurs de la SEB sont en grève depuis le 26 avril et occupent la boîte dans une très bonne ambiance ! (...) Au bout de 4 commissions paritaires, la direction parisienne oppose aux revendications un non catégorique. (...)

Mais tout le monde sait bien que la SEB peut payer ! Les énormes profits réalisés lui permettent d'investir 30 milliards dans la construction d'une nouvelle usine à Compiègne (qui traiterait 90 000 bouteilles/heure soit les 2/3 de la production du groupe). Ainsi il ne resterait plus que trois usines en France et deux centres d'embouteillage... Les travailleurs feraient alors les frais de la restructuration de l'entreprise et les usines de Nantes, Brest et Rennes (pour l'Ouest) seraient sup-

primées... Mais les gars ne sont pas décidés à se laisser faire ! (...)

Les syndicats CGT et CFDT ont pris des contacts avec les syndicats de Hollande, Belgique, Allemagne et Italie pour qu'ils refusent de livrer les clients de la SEB pendant toute la période de la grève. En France, les travailleurs de Kronenbourg et de l'Union des Brasseries refusent déjà ces livraisons !

Sur le plan Nantais, les formes de lutte sont pour l'instant l'occupation de l'usine (avec entretien de l'outil de travail pour la sécurité des futurs consommateurs) et des interventions sur les marchés, dans les rues, des contacts avec d'autres syndicats de l'alimentation.

(extraits de l'APL-Ouest Informations N° 139)

● UN OUVRIER A ÉTÉ TUÉ et deux autres grièvement blessés dans une explosion provoquée par une bouteille d'acétylène, alors qu'ils effectuaient des travaux de réparation dans un hôtel à Lozanne près de Lyon.



Champigneulle :

«Ce matin, personne ne rentre»

«Ce n'est pas avec ce qu'ils ont lâché qu'on va reprendre le boulot, on nous avait dit (après les négociations à Paris), «vous reviendrez avec quelque chose dans la valise», mais en fait elle est vide, ils se foutent de nous».



À la SEB comme à l'Union de Brasseries : une même lutte.

Le mouvement touche quinze usines dont six avec occupation. Les revendications, ce sont surtout les salaires, l'échelle mobile, la cinquième semaine de congés payés et le treizième mois. Auparavant, le piquet à chaque prise de poste n'était que symbolique, les non-grévistes et la maîtrise pouvaient rentrer, mais après les négociations de Paris, où la direction n'a lâché que 0,7 %, pour le 1^{er} janvier, 1,50 % pour février à titre de compensation en une réduction d'horaire et

50 F pour la prime de fin d'année, le sentiment général, c'est qu'elle se fout du monde et qu'au lieu d'abdiquer, il faut durcir le mouvement ! Depuis la nuit de mercredi à jeudi, personne ne rentre, pas de livraison, pas de déchargement : «C'est ce qu'il aurait fallu faire depuis le début !» disent de nombreux travailleurs. Jeudi matin au piquet de grève ; à 7 H, les non-grévistes et la direction regroupés non loin de là, essaient de rentrer, finalement seule, la direction rentrera. Dans

une prise de parole, le directeur essaiera d'appeler à la «raison» comme il dit : «Si le conflit se poursuit, les livreurs ne viendront plus s'approvisionner chez nous, il y aura baisse de l'activité économique, ce à quoi nous n'avons aucun intérêt des deux côtés». Un délégué, lui, a alors répondu que «la raison, c'est d'accepter les revendications des travailleurs». Dans le même temps qu'elle répand des paroles mielleuses et en appelle à resserrer les rangs contre la crise, la direction essaie d'ouvrir une autre porte pour faire rentrer les non-grévistes, mais devant la détermination des travailleurs, une double rangée se formera immédiatement, la manœuvre échoue lamentablement. Dans le même temps à la conciergerie arrivent des coups de téléphone d'autres usines du groupe où, ce matin aussi, personne ne rentre. Cette juste riposte renforce la combativité et la mobilisation. L'arme des travailleurs aujourd'hui, c'est cette lutte d'ensemble de toutes les usines du groupe empêchant ainsi les manœuvres de division, renforçant la solidarité, concrétisée par ces messages qui montrent que l'on n'est pas seul dans la lutte !

Correspondant Nancy

INFORMATIONS GENERALES

Faculté de Clignancourt : Flics hors des facs

Hier après-midi, des étudiants venus de plusieurs facs en grève, ont tenté de tenir une A.G. à la faculté de Clignancourt. Malgré les importantes forces de police massées depuis plusieurs jours aux abords du campus, pour empêcher tout rassemblement étudiant, un cortège s'est formé spontanément pour riposter aux forces de répression qui voudraient imposer la reprise des cours.

C'est aux cris de «Flics Vigiles Fascistes Hors des Facs» que la manifestation s'est dirigée vers Barbès. Les étudiants présents ont rappelé leur soutien à la lutte des foyers Sonacotra avant de se disperser sans incident. Cette manifestation est un démenti contre les manœuvres de l'UNEF qui négocie sur le dos des étudiants. Nombreux sont les étudiants qui veulent continuer la lutte jusqu'à l'abrogation de la réforme du Second Cycle et même au-delà remettant en cause l'Université bourgeoise et l'Ecole capitaliste.

Médecine (Toulouse) l'Ordre des médecins, une scorie de l'histoire

Jeudi s'achevait l'audience en trois jours des treize médecins qui refusaient de payer leur cotisation à l'Ordre. Les avocats ont dénoncé cette médecine de classe, mais l'accusé, le docteur Arnal, a montré la corruption de l'Ordre donnant l'exemple d'un chirurgien qui a amputé un jeune ouvrier toulousain d'une jambe, au lieu d'opérer une greffe d'artères pour la sauver. Un médecin inculpé précise que pour lui, payer sa cotisation signifie accorder un blanc seing à de telles pratiques. Les treize médecins inculpés, soutenus par quarante autres qui refusent également de payer leur cotisation, ont trouvé une tribune à Toulouse. C'est devant une salle comble composée de médecins, d'étudiants en médecine qui avaient débrayé leurs cours, d'étudiants du Mirail en lutte, qui ont dénoncé la médecine de classe au service de la bourgeoisie et le sinistre Ordre des médecins.

Coordination Nationale des Etudiants à Lyon

UN TOURNANT DANS LA LUTTE

Les 65 facultés françaises présentes à la coordination de Lyon Bron ont fait le point de la lutte contre la réforme du second cycle. Un peu moins massive qu'à Censier, la présence importante des délégués est néanmoins une cinglante riposte aux bruits mensongers de l'ensemble de la presse qui met sur pied une offensive psychologique à la reprise, s'appuyant sur l'UNEF et le SNES-Sup.

Cette coordination tranche assez nettement des précédentes, étalée sur deux jours et très bien organisée par les étudiants de Lyon, elle a permis d'éviter le marathon habituel sur lesquelles les organisations réformistes tablent pour imposer leurs motions.

Le manque de débat politique dans les précédentes coordinations avaient empêché aux groupes non constitués et aux différentes facultés (sur des bases anti-capitalistes) de se rassembler. La volonté liée à la possibilité de mener le débat politique s'est caractérisée par le rejet d'une motion de l'AJS de Dijon voulant exclure, sans débat politique, l'UNEF-PC. De plus, le rejet s'est enrichi d'une dénonciation de la direction actuelle du mouvement étudiant ; celle-ci, a montré clairement, par sa position envers les syndicats et envers l'UNEF, présents dans le collectif, qu'elle ne pouvait offrir aux étudiants que l'impasse de la collaboration de classes. Six heures au moins furent consacrées au bilan dont le grand

mérite a été de montrer qu'il n'y avait qu'un seul chemin pour l'unité avec les travailleurs, non celui des trotskystes qui voudraient se servir des étudiants pour mettre au pied du mur les directions réformistes. Pourquoi offrir comme seule perspective,

la grève générale quand on dit ne rien attendre des syndicats enseignants. La véritable unité, c'est à Marseille, quand les étudiants vont chez Griffet, quand Grenoble organise un forum des luttes ouvrières de la région, quand Rennes lutte à côté des «Réo» à Fougères. C'est enfin, quand à Paris, des liens se tissent entre les travailleurs des Câbles de Lyon, touchés par la répression, et les étudiants. Quand des comités se créent durablement dans toutes les facultés pour le soutien à Sonacotra. C'est sur ce premier bilan tiré, alors que la coordination n'est pas encore terminée, qu'on peut annoncer la question des enjeux et des moyens pour les réaliser.

Tout d'abord, la clarifi-

cation politique se faisait nettement pour la première fois, il est permis de penser qu'il sera possible au pôle révolutionnaire d'apparaître et de s'affirmer de façon autonome. Rompons pour cela avec la confusion entretenue par la LCR, ce sera la base pour une véritable alternative au réformisme. Le mot d'ordre de grève générale qui a permis cette confusion devra alors être précisé comme base d'une lutte anti-capitaliste et non pas corporatiste. Enfin si le pôle révolutionnaire veut s'affirmer, il doit être capable de poser la question des examens et de faire des propositions concrètes allant dans le sens de l'affirmation de la voie révolutionnaire.

Le débat à peine engagé sur ce point permettra peut-être de déboucher sur des mots d'ordre tenant compte du rapport de force actuel en ce qui concerne l'ampleur de la mobilisation et son contenu. La force de cette coordination ne pourra provenir que de la clarification de ces enjeux, beaucoup de délégués ayant prévenu que s'il ne sortait rien de cette coordination, elle serait l'enterrement de la mobilisation contre la réforme du second cycle.



LUTTES OUVRIERES

SMN (Caen) : LES OUVRIERS S'ORGANISENT CONTRE LE LOCK-OUT PAR- TIEL.

Suite au mouvement de grève déclenché par les travailleurs des hauts fourneaux, la direction a décidé le lock-out d'une partie des services. Mercredi 5 mai, en début d'après-midi, un meeting intersyndical aux portes de l'entreprise a réuni plus d'un millier de travailleurs. Un certain nombre de décisions pratiques ont été prises pour imposer des négociations globales sur les salaires :
- Tous les lock-outés doivent être présents dans l'usine pour demander du travail et exiger un salaire comme l'ont déjà fait ceux des aciéries, des chemins de fer, etc...
- Une liste des revendications va être dressée dans chaque service. Dans tous les secteurs, la riposte s'organise !

La prime de mobilité d'emploi qui a été créée pour inciter les jeunes à quitter leur région pour trouver un emploi, là où les patrons en ont besoin vient d'être quadruplée par arrêté, elle s'élève désormais à 4 448 F.

CYCLES PEUGEOT (BEAULIEU-MANDEURE)

DEUX LICENCIEMENTS DE DÉLÉGUÉS APPROUVÉS PAR L'INSPECTEUR DU TRAVAIL !

Peugeot s'acharne contre les militants syndicaux. Sur les 9 délégués licenciés par Peugeot dès la fin de la grève des Cycles le 6 avril dernier, deux de ces licenciements (un délégué CGT et un délégué CFDT), ont reçu l'approbation de l'inspecteur du travail. Les autres procédures suivent leur cours.

La combativité des travailleurs n'a pas connu de relâche, des débrayages continuent d'avoir lieu depuis la reprise du travail. Face à la répression, les travailleurs des Cycles n'ont pas dit leur dernier mot !

Halte à la répression anti-syndicale aux AGP

L'information des travailleurs est une arme redoutable, la direction des AGP l'a bien compris, qui depuis la fin de la grève, harcèle les militants CFDT (retenues sur les salaires pour dépassement des crédits d'heures de délégation depuis le mois de janvier 1976).

Ces mesures n'ont pas mis au pas la CFDT qui continue à jouer son rôle d'information auprès du personnel.

C'est ce qui lui a permis, par exemple, de faire échouer une tentative de licenciement d'une femme en état de grossesse pour «lenteur dans le travail», un des motifs à la mode aux AGP quand on veut licencier.

Les patrons des AGP ont cherché et ont trouvé un autre moyen d'intimider la CFDT : ils ont amputé le crédit d'heures légal accordé à chaque délégué syndical de moitié.

RESPECT ET EXTENSION DES DROITS SYNDICAUX ET DES LIBERTÉS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE

ABOUTISSEMENT DES REVENDICATIONS LES PLUS URGENTES DU PERSONNEL

A titre d'information, nous rappelons que la direction des AGP est assignée en correctionnelle (12^e chambre) le 9 juin.

CFDT - Assurances du Groupe de Paris
Paris, le 4 mai 1976

POMMES DE TERRE À 4,50 F LE KILO SUR LES MARCHÉS

MAIS OÙ SONT DONC PASSÉES LES POMMES DE TERRE DE LA RÉCOLTE 75 ?

Sur les marchés de Paris, on ne trouve pas beaucoup de pommes de terre, et elles sont souvent à 4,50 F le kilo, parfois plus... La patate n'a jamais été aussi chère que depuis que le gouvernement a prétendu limiter son prix !

Des pommes de terre «taxées», à 80 centimes le kilo, les «bintje», on n'en trouve plus. Pour les familles populaires, qui consomment beaucoup de ce légume habituellement bon-marché, cela crée des difficultés.

UNE PÉNURIE ORGANISÉE

J'ai rencontré un vendeur de marché : «Comment se fait-il qu'on ne trouve plus de bintje ? D'habitude, il y en a encore en cette saison !»

— «Comme elles étaient taxées, en France, les producteurs ont préféré les vendre en Allemagne ou aux Pays-Bas, où leur vente est libre. Alors, il n'y en a plus !»

UNE BONNE AFFAIRE

QdP : Et ce prix de 4,50 F le kilo : où passe l'argent ?

R : Nous, nous les achetons aux Halles de Rungis ; le prix de gros est libre. Mais nous, quand on achète pour 1 F de patates, on les revend pour 1,28 F ; là-dessus, il y a 7 centimes de TVA qui vont au gouvernement, nous ne touchons que 21 centimes. Pour nous, ce n'est pas intéressant, on aime mieux vendre autre chose. Pour les bintje, c'était pareil : sur un kilo, on ne touchait même pas 8 centimes : alors, on ne cherchait pas à s'en procurer !

Q : Mais le prix de gros, comment se fait-il qu'il soit si cher ?

R : C'est à cause de la pénurie : il n'y a plus de vieilles pommes de terre, et les nouvelles ne sont pas encore arrivées : alors, les grossistes font le prix qu'ils veulent !



LA SÉCHÉRÉSSE A BÛN DOS !

Comme on le voit, la «pénurie» ne gêne pas tout le monde ! Et les arguments officiels, sur la sécheresse qui

de profits que pendant la «crise du pétrole». Quant à nos salaires, ils sont loin de suivre l'augmentation accélérée des prix. Sécheresse ou pas, les vrais responsables, ce sont les capitalistes !

INTERNATIONAL

Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) LA CONFRONTATION A COMMENCÉ

La conférence s'est ouverte. Après les discours d'ouverture de Kurt Waldheim, du ministre kényan, et du secrétaire de la conférence, les travaux ont commencé. Le président du groupe des non-alignés a proposé à la conférence les propositions de l'ensemble des pays du groupe élaborées à Manille. Le Tiers Monde est apparu uni sur des propositions précises.

Contre cette unité, contre ces propositions, Kissinger est parti en guerre. «Les États Unis sont mieux en mesure de survivre à une guerre économique prolongée que toute autre nation», a-t-il menacé. Les pays en voie de développement ne nuiraient qu'à eux-mêmes avec des pénuries forcées, des cartels des embargos ou des saisies arbitraires de biens.

Dans la suite de son discours, il a rejeté le principe de constitution de stocks régulateurs de matières premières financés par un fonds de six milliards de dollars ; il propose notamment de les financer par des prêts garantis par les gouvernements : selon cette proposition, ces stocks deviendraient une nouvelle source d'endettement au lieu de permettre d'assurer aux pays en voie de développement des ressources régulières et stables.

De même, il a proposé d'ouvrir une banque internationale des ressources qui investirait dans les pays en voie de dévelop-

pement tout en garantissant les établissements ainsi créés des risques de nationalisation. Pour la technique, Kissinger a proposé un corps de technique, financé par les grandes multinationales qui se chargeraient de former la main d'œuvre locale. Tout ce corps de propositions s'oppose aux mesures des pays du Tiers Monde pour prendre en main leurs économies et assurer leur développement.

La dette, selon Kissinger doit rester un moyen de pression entre les mains des pays occidentaux. D'emblée, il a rejeté la proposition des pays du Tiers Monde de reporter la dette de tous les pays en voie de développement. Selon lui, cette question doit être discutée cas par cas, avec chacun des pays séparément. Autre manière d'empêcher les pays du Tiers Monde de s'organiser de manière concertée.

Selon Kissinger, le nouvel ordre économique devrait donner les mêmes chances à tous ceux qui veulent y participer, riches ou pauvres, nord et sud,

producteurs et consommateurs. Ces propositions donnent l'exacte mesure du sens yankee de l'égalité. Les seules propositions de Kissinger sont que les pays du Tiers Monde renoncent aux mesures qu'ils ont décidées en commun.

Les deux camps entre les États Unis et les pays du Tiers Monde sont tranchés. Ils l'étaient déjà à la session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières. A cette question l'URSS avait choisi le sien : elle avait rejeté la notion de division entre

pays riches et pays pauvres, s'opposant ainsi de front à la constitution d'un camps des pays en voie de développement ayant des intérêts communs face aux puissances qui les dominent. A Nairobi, l'URSS aussi bien que les États Unis est accusée : les dettes des pays du Tiers Monde à son égard augmentent sans cesse. Et comme les États Unis, parfois de manière encore plus brutale, l'URSS les utilise pour exercer un chantage à l'égard des pays du Tiers Monde et un contrôle sur leur économie.



La récolte du coton : tout entière pour les pays occidentaux.

MARTINIQUE : GRÈVE DE GRANDE AMPLEUR

Autour de la grève des ouvriers du bâtiment s'organise un mouvement de grève de grande ampleur, qui atteint presque tous les corps de métiers. Les employés de l'EDF, d'Air France, les enseignants, arrêtent à leur tour le travail.

Le ministre des colonies, Stirn, a assuré le week-end dernier, au cours de son voyage en Guadeloupe, que des mesures seraient prises pour que les chômeurs touchent des indemnités. Dans aucun des «Départements d'Outre-Mer» il n'existe d'indemnité de chômage : celui-ci frappe une grande partie de la population, particulièrement aujourd'hui en Martinique.

L'ampleur de la grève, qui dure depuis le mois d'avril, montre que les travailleurs martiniquais refusent la soumission au colonialisme.

en bref... en bref...

● ALGÉRIE : La peine de mort a été requise par la Cour de Sécurité de l'Etat contre deux des inculpés dans une affaire d'espionnage économique et la prison à perpétuité pour le troisième.

● POLOGNE : Le premier ministre polonais, en visite actuellement à Paris, signe d'importants accords économiques. Un contrat de la valeur d'un milliard 800 millions de francs a été signé avec Creusot-Loire pour la fourniture d'une usine d'engrais chimiques.

● TUNISIE : Des violents incidents ont éclaté entre étudiants et vigiles au foyer universitaire du Bardo, près

de Tunis, faisant 27 blessés.

● RÉPUBLIQUE SAHARAÏQUE DÉMOCRATIQUE : Les coopérants français détenus depuis janvier par la République Saharaïque ont été présentés à la presse. On pu les voir à TF1 hier à midi.

● ALBANIE : Le «Jour des Martyrs» a été célébré avec une mobilisation populaire particulière, le 5 mai dernier dans toute l'Albanie.

Le 5 mai 1942, Qemal Stafa, membre du CC du PCA, et secrétaire politique de la Jeunesse Communiste Albanaise tombait à Tirana sous les balles des mercenaires fascistes. En cette année du 35^e anniversaire du PTA, qui a mené le peuple albanais à la victoire sur le fascisme, les ouvriers, paysans intellectuels et étudiants ont rendu un hommage particulier aux martyrs de l'Albanie socialiste. Cette année est aussi l'année du retour, en terre d'Albanie, de tous les partisans albanais morts au combat anti-fasciste en Yougoslavie, lorsque, par internationalisme prolétarien, le peuple albanais se mobilisa en 1944 pour aider le peuple yougoslave à se libérer de l'occupant fasciste.

● GRÈCE : Des centaines de milliers d'Athéniens ont suivi mercredi l'enterrement d'Alecos Panagoulis, tué dans un prétendu accident de voiture samedi. Ils ont lancé de nombreux slogans contre le «nouveau fascisme», réclamant également la démission du ministre de la défense Averoff sur lequel Panagoulis menait une enquête.

● ESPAGNE : Juan Carlos a reçu mercredi un dirigeant de l'opposition «démocratique» Gil Robles. Présenté comme leader démocrate-chrétien, il s'agit en fait d'une personnalité de la vieille droite, démocrate de dernière heure.

Kissinger à Paris

COLLABORATION ET RIVALITÉS

L'entretien qu'Houphouët doit avoir avec Kissinger aujourd'hui, prend un sens particulièrement important après les nombreuses déclarations du président de Côte d'Ivoire, contre les interventions et les idéologies étrangères, visant le social-impérialisme. Kissinger se concerta avec Giscard et Houphouët après son voyage en Afrique et avant la conférence franco-africaine de la semaine prochaine. Cela révèle la possibilité d'une plus grande collaboration de l'impérialisme français avec l'impérialisme américain en Afrique, face aux difficultés auxquelles chacun doit faire face, malgré leurs rivalités.

La position de l'impérialisme américain en Afrique devient assez difficile, dans la mesure où il a soutenu à fond les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud et le colonialisme portugais ; aujourd'hui, après l'indépendance des colonies africaines, au moment où l'ensemble des gouvernements africains soutient sans réserve la lutte armée contre les régimes racistes, les États-Unis connaissent un réel isolement : leur influence se limite à un petit nombre de pays, comme le Zaïre et l'Éthiopie.

L'impérialisme français, dans ses anciennes colonies, doit affronter des dif-

ficultés croissantes ; la mobilisation et les exigences des peuples africains sont telles que de nombreux gouvernements (Mali, Mauritanie...) doivent prendre des positions de plus en plus fermes contre l'impérialisme, sur un certain nombre de questions (économiques, monétaires, etc...)

GRANDES MANOEUVRES EN AFRIQUE

Depuis un certain temps, tout en s'opposant aux revendications des peuples africains, Giscard multiplie les déclarations hypocrites sur l'édification d'un ordre économique «nouveau, plus stable, plus honorable et plus juste», affirmant

que «les pays développés doivent apprendre à partager».

L'impérialisme américain porte un intérêt accru à ce qui se passe en Afrique : intervention en Angola, intervention contre le peuple sahraoui. Par ailleurs, Kissinger essaie de rompre l'isolement en feignant de condamner le régime raciste rhodésien.

Mais il y a un autre facteur qui pousse à la convergence des deux impérialismes en Afrique : c'est l'influence grandissante du social-impérialisme, surtout depuis son intervention en Angola, influence qui pourrait tenter encore de s'affirmer en profitant de la lutte des peuples africains contre les régimes racistes. Quand Houphouët Boigny dit que «les événements qui viennent de déchirer l'Afrique

ont créé une situation dangereuse et inquiétante», il fait écho aux préoccupations de Kissinger.

UNE COLLABORATION LIMITÉE

Mais cette collusion ne peut être parfaite. En effet, les impérialismes français et américain sont en concurrence dans ce continent. Chacun fait des efforts pour pénétrer dans la zone d'influence de l'autre : les USA au Tchad, Giscard au Zaïre. De plus, leur collaboration ne doit pas être trop ouverte : l'impérialisme français se présentant comme opposé aux super-puissances, doit dissimuler sa collusion avec les USA ; l'impérialisme américain, de son côté, doit éviter dans un certain nombre de pays, de s'associer à l'ancienne puissance coloniale.

Kissinger, qui vient de constater la fermeté et l'unité du Tiers Monde à la CNUCED, aura également l'occasion de constater que ses manœuvres impérialistes sont vouées à l'échec.

Marchais : «amitié et coopération avec les USA»

A l'occasion de la visite de Kissinger en France, le P.C.F., à la première page de l'Humanité d'hier, publie un communiqué intitulé : «Il faut établir de véritables rapports d'amitié et de coopération avec les États-Unis». Suivent, naturellement, toutes les réserves d'usage sur l'intervention de Kissinger dans nos affaires intérieures, les investissements américains en France, etc... Mais les mots ont un sens : «amitié et coopération», c'est tout de même autre chose que de simples «relations normales entre États». Dans sa course au statut de parti «respectable», visant à rassurer la bourgeoisie, le P.C.F. en vient ainsi à remettre en cause lui-même l'autre visage de champion de l'indépendance contre les USA, qu'il cherchait à se donner.

INTERNATIONAL

Rupture des négociations SALT

Les experts réunis à Genève pour discuter de la limitation des armements stratégiques se sont séparés sans avoir rien résolu. Ainsi l'accord russo-américain signé à Vladivostok en 1972, ne peut trouver d'application pratique.

En apparence les difficultés ont surgi à propos du nouveau bombardier soviétique Backfire et du missile américain Cruise. Devaient-ils l'un et l'autre être rangés dans la catégorie des missiles «stratégiques» et par conséquent faire partie de la négociation ?

En réalité, la polémique est plus profonde : les accords de réduction des armements ne faisaient que fixer le cadre dans lequel la course aux armements se faisait. Dans cette course, les Soviétiques dépassaient de plus en plus les Américains.

D'où un vent de critique aux USA contre la «détente» et l'enlèvement des conférences internationales qui lui donnent corps. La négociation en cours à Genève aurait dû aboutir déjà depuis plusieurs semaines. Dans l'impasse totale depuis cinq mois, elle ne semble pas avoir plus de chances de déboucher lorsqu'elle reprendra en juin prochain, si elle reprend effectivement à ce moment.

Les syndicats anglais acceptent le blocage des salaires

Le gouvernement et les directions syndicales anglaises ont signé un accord sur les limitations de hausses de salaire : les augmentations ne pourront dépasser 4,5 % pour l'année, alors même que le taux d'inflation prévu est de 12 %... C'est une baisse nette du pouvoir d'achat de près de 8 %.

Ainsi le gouvernement Callaghan peut appliquer son plan d'austérité annoncé dès sa formation et qui avait soulevé une violente critique des syndicats répondant à la révolte de la classe ouvrière devant cette cynique mesure.

A l'origine, il était prévu que les salaires soient bloqués à 3 %. Au bout de plusieurs semaines de discussions, les syndicats se sont engagés à le faire respecter à condition qu'ils soient fixés à 4,5 %. Ce qui ravit Healey, le ministre des finances qui promet des réductions d'impôts en échange. En fait, tandis que les impôts sur le revenu diminuent, les impôts indirects augmentent. Voilà ce qu'est la concertation sous un gouvernement de gauche.

Certains syndicats ont déjà dénoncé leurs directions qui ont accepté cette trahison. C'est notamment le cas des mineurs du Pays de Galles et d'Ecosse, ceux qui avaient mené la grande grève de début 1974.

Liban : trêve militaire

La journée d'hier a été relativement calme à Beyrouth et dans sa banlieue. L'Armée de Libération de la Palestine est intervenue entre les combattants et un cessez-le-feu a été décidé pour permettre les démarches politiques en vue de l'élection samedi prochain du nouveau président. Selon certaines informations, des tentatives d'arabisation du conflit au Liban seraient en cours par l'intermédiaire de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite. Cette intervention arabe dans les affaires du Liban peut être facilitée si la Syrie continue à maintenir sa position d'intervention directe au Liban. Rien n'est encore déterminé par rapport à cela, mais les nouveaux dangers qui se manifestent, avec une division entre les pays arabes, peuvent être liés à la présence de Dean Brown, l'envoyé américain au Liban.

La lutte continue en Cisjordanie

Des manifestations ont eu lieu dans la plupart des villes de Cisjordanie contre l'occupation sioniste. A Ramallah, les policiers ont tiré lors des manifestations et à Naplouse, ils ont blessé deux personnes, dont une femme de 45 ans. A Tulkarm, le couvre-feu établi a été maintenu, mais le soulèvement continue. Les masses palestiniennes vivant en Cisjordanie continuent malgré toutes les mesures répressives prises par les forces d'occupation à se soulever et à utiliser tous les moyens pour frapper l'occupant : des barrages se mettent toujours en place, des pneus sont brûlés et l'armée est toujours accueillie par des pierres, les drapeaux

«israéliens» arrachés, comme ce fut le cas hier à Ramallah. Les sionistes ont arrêté plusieurs personnes suite à ces manifestations.

● **DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR LES SIONISTES** : Le représentant sioniste a défendu les mesures qui sont prises actuellement en Cisjordanie et à Gaza contre le peuple palestinien. Les représentants arabes, dont celui de l'OLP ont accusé l'Etat sioniste d'installer des colonies et plus généralement, d'être un Etat raciste.

A propos des élections U.S.

REAGAN ET LE CANAL DE PANAMA

Ronald Reagan, rival de Ford pour l'investiture du parti républicain aux élections présidentielles américaines, a choisi un terrain pour se distinguer : celui du canal de Panama. Reagan affirme : «Il n'y a absolument rien à négocier. Nous l'avons acheté, nous l'avons construit, nous allons le garder». Le «lobby panaméen» auquel Reagan est lié dans cette affaire est assez significatif des mœurs politiques américaines : il comporte notamment des individus qui ont tenté d'organiser au début de l'année un coup d'Etat pour renverser le gouvernement panaméen, des membres de la John Birch Society, organisation fasciste réputée. Il a réussi à obtenir que le congrès refuse les crédits pour les négociations en cours sur le statut de la «zone du canal», et que 36 sénateurs se prononcent pour un texte d'opposition à toute modification du statu-quo.

Voir dans l'actuelle administration américaine un champion de l'indépendance de Panama serait cependant bien illusoire. Dans les négociations engagées depuis 1974, et menées particulièrement par l'ancien ambassadeur de Saïgon, Bunker le bien nommé, Washington n'a cessé de multiplier les manœuvres pour faire traîner les choses en longueur, tentant de maintenir la présence militaire américaine pour une période de vingt-cinq ans au moins après le retrait américain demandé par Panama pour la fin du siècle. En décembre 1975, Bunker réaffirmait encore, suscitant les protestations panaméennes, la «responsabilité première» des États Unis pour la défense du canal.

DEPUIS 1903 :
UNE ZONE US

C'est depuis 1903 que les États Unis disposent d'une souveraineté de fait sur

une zone de quinze kilomètres de large et soixante cinq kilomètres de long de part et d'autre du canal de Panama. Les conditions dans lesquelles fut signé le traité la leur remettant sont particulièrement scandaleuses : c'est avec un Fran-

çais, fondé de pouvoir de la société du canal, que les clauses furent débattues, et la délégation désignée par la toute nouvelle république panaméenne, ne put, en arrivant, que constater le fait accompli. John Hay, qui avait négocié l'affaire pour le compte des USA, disait lui-même : «Nous aurons un traité largement avantageux pour les États Unis et, il faut bien le reconnaître, pas si avantageux pour Panama».

Depuis cette époque, dans la zone coloniale ainsi instituée, les États Unis ont multiplié les installations militaires, qui comptent quarante mille hommes. C'est notamment là que sont entraînés les fameux bérets verts, spécialistes des interventions néo-coloniales, et

que sont organisés les centres de formation pour mettre les officiers des armées latino-américaines au service des États Unis.

En 1954, au cours d'héroïques manifestations pendant lesquelles ils hissèrent le drapeau national dans la zone du canal, vingt-deux Panaméens furent tués par les soldats US, qui n'hésitèrent pas à ouvrir le feu. Depuis 1967, le général Torrijos, après avoir pris le pouvoir, a multiplié les pressions pacifiques, notamment sur le plan international (recours à l'ONU en 1973, soutien des trois pays voisins), pour obtenir un départ échelonné des États Unis. En septembre dernier, les jeunes de Panama ont organisé une nouvelle manifestation devant l'ambassade américaine.



Le drapeau panaméen : le peuple veut le faire flotter sur la zone du canal.

INTERVIEW D'UN MILITANT DE L'UNION NATIONALE DES ÉLÈVES ET DES ÉTUDIANTS DE CÔTE D'IVOIRE

Dans un tract publié le 4 mai, l'UNEECI dénonce la propagande faite sur la prétendue réussite du régime d'Houphouët et dénonce l'absence totale de libertés démocratiques, les conditions de vie misérables des masses, la répression, les positions internationales réactionnaires d'Houphouët. Nous avons demandé à un militant de cette organisation de nous donner des informations sur la situation économique et sociale de la Côte d'Ivoire.

Quotidien du Peuple : Peux-tu nous donner des exemples du contrôle de l'économie ivoirienne par l'impérialisme ?

UNEECI : D'abord, il y a un code d'investissement depuis 1959 qui exonère d'impôts toutes les entreprises étrangères pendant 20 ans ; de plus, l'Etat aide les entreprises néo-coloniales en faillite. Les entreprises étrangères affluent et peuvent récupérer chaque année tous leurs bénéfices. Les investissements se font dans les secteurs les plus rentables (industrie alimentaire, montage d'automobiles Renault, banques).

Ainsi, l'impérialisme français contrôle l'industrie alimentaire avec Blohorn, SCOA, Massey et Ferras, qui sont d'anciens comptoirs coloniaux. La banque SOGECI

est une filiale de la Société Générale ; la Société Ivoirienne de Banque est contrôlée à 42% par le Crédit Lyonnais, le reste appartenant à la Deutsch Bank, au Vatican, aux Américains.

Dans l'agriculture, les prétendues sociétés d'Etat n'ont rien de national : dans la Sodesucre, on trouve des capitaux américains et d'Afrique du Sud, la Sodepalm est contrôlée par Blohorn. Dans l'ensemble, c'est toujours l'impérialisme français qui est dominant, grâce à sa position très forte dans l'Etat.

QdP : Houphouët affirme que «Tout Ivoirien fait deux repas par jour». Qu'en penses-tu ?

UNEECI : Il faut préciser que le code d'investissement

donne une liberté totale pour employer qui on veut et le payer comme on veut : aucun frein à l'exploitation ! Le résultat, c'est que les ouvriers ivoiriens qui représentent 39 % des salariés perçoivent 20% des salaires, tandis que les Européens (6%) perçoivent 36% des salaires.

Dans l'industrie, un ouvrier gagne 300 F français. Les prix des produits alimentaires ont doublé depuis 1970 : 2,80F pour le kg de riz, 8F le litre d'huile, 7F le kg de sucre. Les loyers les moins chers tournent autour de 200F. Dans ces conditions peut-on prétendre qu'un travailleur peut se loger, se vêtir et «faire deux repas par jour» ? La plupart n'en font qu'un, ou alors ils font beaucoup d'heures supplémentaires.

QdP : Quelles sont les conditions de vie à la campagne ?

UNEECI : Un ouvrier agricole gagne 120F. Les paysans ont été contraints à abandonner les cultures vivrières traditionnelles. Ils doivent acheter du riz ; il est vrai que la Côte d'Ivoire produit du riz, mais ce n'est qu'une

source de profits supplémentaires pour la bourgeoisie rurale, puisque le gouvernement spéculait en stockant le riz et en le revendant au prix du riz importé.

La situation des masses paysannes est très critique : les gens doivent s'endetter pour survivre ; les banques prêtent à des taux de l'ordre de 20 % et font saisir quand on ne peut pas rembourser.

La situation des hôpitaux est déplorable : il n'y a rien eu de fait depuis 1960 dans ce domaine. Les consultations sont trop chères, des gens meurent parce qu'ils n'ont pas d'argent pour aller chez le médecin. Les maternités sont tellement encombrées et dépourvues d'hygiène que les femmes préfèrent accoucher chez elles.

Pour peu que les journalistes de la presse bourgeoise française qui prétendent faire des enquêtes sur la Côte d'Ivoire, s'écartent des chemins touristiques tracés par Houphouët et sa bande, ils s'aperçoivent que, dans les villes et à la campagne, les masses populaires ivoiriennes, vivent dans une misère inouïe.

LUTTER

CONTRE LE DEMANTELEMENT DES PTT AUJOURD'HUI...

Dans la situation politique actuelle, chez les travailleurs, une des composantes, à côté des luttes résolues menées par la classe ouvrière pour «travailler et vivre au pays», pour les salaires et contre la répression, c'est le mûrissement des interrogations et de la volonté de lutte des employés de la Fonction Publique et Nationalisée. Après la grève des cheminots, un des traits marquants de cette situation a été le développement dans les PTT d'actions centre par centre (Brune et Arcueil, notamment) contre le «démantèlement» de la poste. Quelle est la signification et la dimension de cette bataille politique ? C'est ce que nous examinons ici...

«Nous avons eu à faire face, depuis la grève de 74, à un politique sournoise de l'administration pour faire passer ses plans».

- Licenciements limités d'auxiliaires,
- mutations d'office déguisées (les nouveaux reçus aux concours sont mutés dans les centraux ou en banlieue),
- répression : multiplication des mises à pied et PV (sanctions) 532 qui s'amoncellent dans nos dossiers et, le jour venu, pèserons lourd dans la balance,
- la notation qui sanctionne les camarades les plus actifs, etc...

En fait une politique qui ne s'affronte pas ouvertement aux postiers mais qui s'est installée quotidiennement dans les Centres. Ainsi, face à cette politique ne touchant à la fois que quelques postiers, ou tel service, ou tel centre, s'est développée une tendance à «l'individualisme». Toutes ces idées, voilà à quoi ont dû s'affronter les camarades de Brune dans leur grève, mais également tous les autres postiers.

Briser la combativité, l'organisation des postiers des centres de tri parisiens, pour mécaniser, automatiser le tri

La grève de 74, par son impact, le blocage complet du trafic, a amené la bourgeoisie à accélérer le processus de démantèlement. Cette grève a été la bête noire du pouvoir qui veut se donner les moyens que celle-ci ne se reproduise plus, que toute grève ne puisse bloquer le trafic.

A quoi rime le démantèlement ?

Avoir des centres de 500 à 600 postiers disséminés dans la région parisienne et en province, où l'encadrement exercera un contrôle strict du travail ef-

fectué, luttant contre les temps morts, limitant les discussions entre les agents pendant le travail, remettant en cause nos avantages acquis, voilà ce que veut instaurer l'administration avec le démantèlement pour ensuite mécaniser et automatiser le tri.

La mécanisation, que va-t-elle nous apporter ?

L'automatisation et la «restructuration» aux Chèques Postaux, le centre de tri expérimental d'Arcueil sont des exemples qui doivent nous servir. L'introduction de machines d'indexation, de machines de tri, en plus des nombreux licenciements a entraîné une dégradation des conditions de travail : fatigue des yeux, abrutissement (il y a en moyenne une dépression nerveuse par jour aux Chèques), de nombreux cas de scoliose ont été révélés chez les agents affectés aux indexeurs.

La mécanisation

La mécanisation touche deux secteurs :
- la manutention au transbordement
- la chaîne d'acheminement du trafic entre les différents éléments du complexe automatisé.

Il s'agit dans le premier cas de mécaniser les opérations de déchargement ou de chargement (camion ou wagon), de stockage de sacs, de convoyage de sacs et d'ouverture de sacs (saute-terre, bandes transporteuses, convoyeurs aériens, élévateurs, table d'ouverture etc...)

Dans le second cas, il s'agit de conténérisation (caissette, conteneurs...)

Voici les conditions de travail (isolement, ennui, fatigue, rendement) que nous réserve l'administration. Ce qui guide l'administration n'est pas la «mécanisation» au service de l'homme mais la rentabilisation au service des trusts des capitalis-

tes. La mécanisation, c'est «plus et plus vite pour les gros utilisateurs... Voilà ce que cherche, avec le démantèlement et l'automatisation, l'administration, et c'est dans ce sens que vont les déclarations de Chirac appelant à la «neutralité des fonctionnaires»,

à l'interdiction de faire de la politique dans les services «publics». Le modèle allemand où la collaboration de classe, avec des syndicats corrompus, musèle la classe ouvrière et les fonctionnaires, voilà ce que voudrait nous imposer la bourgeoisie française !

blic», «d'une nécessaire, meilleure organisation des PTT», de quel point de vue se place-t-il ? De celui des intérêts des travailleurs ?

Il s'agit de discerner à travers leur position sur le démantèlement comment ils essayent de faire converger leur projet politique (prendre le pouvoir) et les aspirations des travailleurs, de discerner de quelle manière, ils mettent leurs actes au service de leurs paroles. «Nous, on n'est pas contre le démantèlement, et c'est vrai qu'aujourd'hui, les centres de tri sont trop petits, qu'ils ne peuvent travailler le trafic, que les postiers travaillent dans de mauvaises conditions de travail».

A Brune, dès le début, ils vont «à l'offensive», reprennent l'aspiration à lutter contre le démantèlement des postiers, à une extension (nécessaire) sur tous les centres de tri, à une marche postiers parisiens sur Brune. Dans les faits ? Le soir même, dans les autres centres ils sont

QUELLE RIPOSTE ?

«Avec un gouvernement de gauche où les communistes (!) auraient l'influence nécessaire pour faire entendre la voix des travailleurs (!) une véritable concertation aurait empêché la liquidation de Brune» déclare la section du P(C)F lors de la lutte de Brune.

«Le groupe parlementaire du Parti Socialiste a déposé une nouvelle fois une question écrite à l'Assemblée Nationale, quant à l'avenir du centre de tri de Paris Brune». Voilà les perspectives offertes par la «gauche» aux postiers en lutte à Brune !

Ce point de vue des révisionnistes et des réformistes s'appuie sur tout un ensemble d'idées justes et d'idées fausses qui existent chez les postiers. En effet, si aujourd'hui les postiers travaillent dans de mauvaises conditions de travail, ce n'est pas une raison pour faire les frais du démantèlement et aller dans les centres de banlieue où il y aurait moins de poussière, plus de place, des locaux neufs... Et c'est ce que voudraient en fait nous faire accepter les révisionnistes. Quand ils parlent de «nationalisation», de «conserver le service pu-

sans équivoque du programme commun» : autant de faits montrant le mépris pour nous postiers qui aspirons à rentrer chez nous en province ou au pays (Antillais, Réunionnais, Guyannais...), a ne plus être «exilé», à vivre décemment et non dans des foyers PTT casernes ou dans des «piaules» dégueulasses et hors de prix, à savoir de véritables loisirs et non seulement les bistrotts du samedi soir ou le cinéma. Et surtout, nous qui aspirons à prendre notre vie en mains, à construire la société que nous voulons : le socialisme !

Lutter contre le démantèlement, contre la bourgeoisie en crise aux côtés des ouvriers suppose une lutte sans merci contre ces prétendus défenseurs de la classe ouvrière et leurs projets politiques bourgeois.

DÉVELOPPONS NOS LUTTES

Il s'agit aujourd'hui de débattre largement de toutes ces questions. Il est nécessaire de nous appuyer sur les aspects positifs de nos luttes, (AG, réunions de brigades), de les multiplier, d'impulser dans les débats, dans nos sections syndicales, pour qu'une lutte d'idées se mène, pour que le point de vue des intérêts et des aspirations des travailleurs triomphe !

C'est sur cette base (la démocratie prolétarienne) où la lutte de lignes, d'idées se mène, où les décisions sont discutées et prises par la majorité des travailleurs, que nous devons dès aujourd'hui riposter contre la politique de crise de la bourgeoisie :

- en luttant contre les licenciements, contre la répression, les atteintes aux avantages acquis, contre les mutations d'office, pour nos 2000F minimum, 300F pour tous, pour l'amélioration de nos conditions de vie et de travail.

- en impulsant des visites de centre à centre et notamment en développant les liens avec nos camarades des centres de tri de banlieue.

- en développant l'unité avec la classe ouvrière et les autres travailleurs de la Fonction Publique, pour construire la riposte d'ensemble nécessaire face à la bourgeoisie.



MOYENS PSYCHOLOGIQUES ET STIMULANTS AU TRAVAIL

Si l'administration compte sur les modifications technologiques pour résoudre le problème créé par le goulot d'étranglement au niveau des centres de tri, elle ne néglige pas pour autant l'arsenal des moyens psychologiques :

- configuration des salles de travail : créer des salles bien distinctes entre elles, avec un nombre réduit d'agents.
- configuration des postes de travail : étudiés de telle façon qu'ils isolent les agents entre eux, désocialisation du travail, avec

- alimentation continue des postes.
- les gadgets dans les salles : moquette, peinture euphorisante, musique d'ambiance.
- insonorisation : élimination des phénomènes d'échos, étude sur la notion du confort acoustique.
- les «relations humaines» : exploitation scientifique de la psychologie afin de stimuler la notion de performance dans le travail et de «relativiser» les conflits.

Extrait d'un rapport CFDT - PTT

introuvables. Les AG ont été tenues, autres quelques pétitions, ils n'ont pas mobilisé. La marche est annulée !

«Les postiers ne sont pas mobilisés, ils ne sont pas encore touchés par le démantèlement». Voilà ce que déclare les dirigeants CGT, CFDT à Brune quelques heures avant la reprise, inévitable sans la mobilisation des autres centres...

Absence de démocratie dans le syndicat, grève de 24 heures parachutées et sans lendemain, sabotage des luttes, le «soutien

VIE DU JOURNAL

COMMUNIQUÉ

Meeting de Soutien à Cheikh Imam et Negm

Un duo inséparable depuis plus de dix ans, le Cheikh Imam Issa et Ahmad Fouad Negm iront jusqu'à partager ensemble des années de prison après le revers de la guerre de juin 1967 et le soulèvement des étudiants égyptiens où leurs chansons, reprises par les masses, furent jugées subversives. Petit à petit, le cercle de leurs amis n'a cessé de s'élargir et a dépassé les frontières de l'Égypte dans les pays arabes et même en Europe. Leur premier disque vient de sortir à Paris par le Chant du Monde.

- Ils chantent : la Palestine
- Ils chantent - la chute de Saïgon
- ils chantent : la lutte des étudiants égyptiens
- ils chantent : l'Égypte des opprimés.

Un collectif des amis du Cheikh Imam et de Fouad Negm s'est constitué pour leur organiser une tournée en Europe. Deux galas étaient prévus :

- un pour le 5 mai à Bruxelles
- l'autre pour le 7 mai à la Mutualité.

Mais, le régime égyptien en a décidé autrement. Cheikh Imam et Fouad Negm ont été arrêtés juste avant leur départ à l'aéroport du Caire. Ils ont été incarcérés puis relâchés ; interdiction leur a été faite de quitter le territoire. Le collectif des amis du Cheikh Imam et de Fouad Negm dénonce cette mesure arbitraire illégale et répressive qui dévoile une fois de plus la nature policière du régime égyptien à l'égard des intellectuels, des étudiants et des travailleurs. Le collectif des amis du Cheikh Imam et de Fouad Negm a décidé de transformer le gala du 7 mai en un gala de soutien avec la participation de chanteurs français et arabes. Mohamad Haman. Groupe de musique arabe. Groupe chilien.

Le collectif des amis du Cheikh Imam et de Fouad Negm vous appelle tous à venir nombreux apporter votre soutien à Cheikh Imam et Fouad Negm et à tout le mouvement qu'ils symbolisent. Imanol - Osvaldo - Colette Magny.

Rendez-vous à la Mutualité le vendredi 7 mai 1976 à 20 h 30.

Le Collectif des amis du Cheikh Imam - Negm
Paris le 30 mai 1976

Fête à la Cartoucherie

Pour pouvoir aménager leur local, le Théâtre à bretelles, la Troupe Z, le Comité Irlande, le Groupe Divorce 13^e, Duval et Mme Machon, le Bulletin Paroissial du Curé Meslier, le Manège du Charivari Monstre, la Carmagnole, Ciné-Lutte, Imago, la Revue Place, organisent une FÊTE DE SOUTIEN, Samedi 8 mai de 14 h à 24 h au Théâtre de l'Aquarium, à la Cartoucherie. Au programme :

La Compagnie Lyonnaise de la chanson et l'ensemble des chanteurs de la ville de Lyon...
Troupe Z, Comité Irlande, Groupe Divorce 13^e, Duval et Mme Machon...
Bulletin Paroissial du Curé Meslier, le Manège du Charivari Monstre, la Carmagnole, Ciné-Lutte, Imago, la Revue Place...
L'INTERCOMMUNAL FREE DANCE MUSIC ORCHESTRA...



L'INTERCOMMUNAL FREE DANCE MUSIC ORCHESTRA, celui qui a joué à la «Fête de Rebelles» entre autres... avec F.TUSQUES, Carlos ANDREU, Jo MAKKA, Adolphe WINCKLER etc... jouera Samedi 8 mai à 20 h 30, 45, rue d'Ulm (Normal Sup).

PROGRAMME : Chants de luttes d'Espagne, du Portugal, du Chili, musique Africaine, Orientale et Bretonne. Musique de la Commune de Paris.

Entrée 15 F

Un élève révolutionnaire nous écrit :

Tirons le bilan des luttes de cette année à l'école

Cette année encore, de nombreuses luttes ont eu lieu contre la réforme Haby. Des milliers de jeunes sont descendus dans la rue, ont fait grève pour protester contre les nouveaux textes qui aggravent la sélection sociale, préparent une déqualification massive de la jeunesse, renforcent les pouvoirs des administrations et la répression contre ceux qui refusent cette école de classe. Pourtant, ces luttes n'ont pas connu l'ampleur des années précédentes. Là, même où elles se sont développées avec vigueur, elles ont été très souvent minoritaires, hésitantes sur les formes d'action à mettre en œuvre : grève ou pas grève, arrêt momentané ou prolongé des cours ? Peut-on en déduire que le mouvement est plus faible que par le passé ? Certainement pas : il faut plutôt attribuer cette situation au fait que l'action s'est trouvée cette année à un carrefour : d'un côté, la voie ancienne, celle d'un combat sans conscience claire des buts à atteindre, ni des moyens à mettre en œuvre, celle où tout est bon pourvu que cela témoigne du ras-le-bol.

De l'autre, la voie révolutionnaire, où l'on conteste consciemment la société capitaliste et son école, où l'on situe ses propres luttes dans le cadre politique d'ensemble des luttes ouvrières et populaires, celle où tout est bon pourvu que l'on remporte des victoires, pourvu que cela favorise une liaison solide avec les luttes populaires.

Ces deux voies se sont traduites dans la pratique de 2 façons différentes : la première a conduit à des actions aventuristes, à des grèves archi-minoritaires, à des mouvements sans vie et sans participation des jeunes, à des débrayages aussi ennuyeux que les cours eux-mêmes. L'UNCAL et les trotskystes y ont été à l'aise, parce qu'ils ont pu imposer leur confusion, leur train-train : assemblées générales - manifestations - AG, manifestations, parce qu'ils ont pu mettre en place des coordinations où eux seuls étaient représentés, avec des débats de sectes sans rapport avec les réels problèmes de la jeunesse scolarisée, avec des propositions qui ne faisaient pas avancer la lutte.

La deuxième voie a été celle d'une mobilisation plus large, avec des commissions sur l'école et les principaux problèmes actuels de la jeunesse, des discussions sur les luttes du peuple, la révolution et le socialisme. Dans de nombreuses régions, un important travail de liaison a été fait avec les mouvements populaires, dans le Sud avec des viticulteurs, en Bretagne avec des ouvriers en grève, à Paris avec les Foyers SONACOTRA. A cette occasion, ont commencé à être remis en cause les propositions de l'UNCAL-JC ou des trotskystes, leur opposition dans la pratique à une large participation des élèves aux discussions, à un contact régulier avec les luttes populaires.

La coexistence de ces deux voies a été une mauvaise chose, et si elle a développé la révolte d'une frange importante contre les manipulateurs de tout poil, elle a également contribué à renforcer l'idée qu'il n'est pas possible d'obtenir des victoires contre l'école capitaliste aujourd'hui.

Pour tirer un bilan complet de la lutte cette année, afin d'éliminer ces points de vue pessimistes et de dégager toutes les expériences positives, les élèves qui ne se reconnaissent pas dans le programme commun, doivent continuer à se regrouper, appeler leurs camarades à tirer les leçons en Assemblée Générale, dans les Comités d'Action et de Lutte. C'est à cet effet que se tiendra la 2^e Coordination Nationale des élèves révolutionnaires à Paris le 22 mai.

Tous à Paris le 22 mai !

Francis MARTIN - militant de la Coordination Nationale des Elèves Révolutionnaires. Lycéen de Châlons/Marne



COMMUNIQUÉ

LYON : QUINZE JOURS POUR L'ÉCOLOGIE

Jusqu'au 16 mai, un programme de films et de débats sur l'écologie a lieu au Cinéma Le Canut.

C = LE CANUT 11, place Croix-Pagnot - Lyon (1^{er}) - Tél. 28.34.91.
T = TRABOULE 40, entrée 30-32, rue Leynaud.

VENDREDI 7

18 h 00 C SOLEIL VERT
20 h 00 T SOLEIL VERT

20 h 30 C POLLUTION-HYDROGRAPHIE POISON BLANC

Le problème des lessives, agent de pollution des rivières, et des lessives « biodégradables ».

2 FILMS SUR LES TECHNIQUES D'ÉPURATION À PIERRE BÉNITE.

• Débat.

22 h 00 T POLLUTION

Problèmes de l'hydrographie.

OPÉRATION HYDROCARBURE (20')

La marée noire sur les côtes canadiennes.

SURVIVRE A QUEL PRIX ? La pollution de l'air et la pollution par voie de pluie et ce qu'il en résulte.

SHADOCK ÉCOLOGIQUE Une vision humoristique et écologique de la célèbre série.

LA 1^{re} POLLUTION La pollution des eaux et les tentatives de solution.

LA 2^e POLLUTION La pollution des airs aux U.S.A.

JE M'ABONNE

Nom

Adresse

Profession

1 an : 300 F

6 mois : 150 F

3 mois : 80 F

1 mois : 30 F

Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Appelez au quotidien

208 63 61

de 9^h à 17^h

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

VACANCES

COMMENT SE RENDRE EN ALBANIE ?

Il y a, cette année, encore plus de raisons pour effectuer un séjour en République Populaire Socialiste d'Albanie. 1976 : c'est l'année de la nouvelle constitution et du nouveau plan quinquennal, c'est l'année du 8^e congrès du Parti du Travail d'Albanie, fondé voici 35 ans.

ALORS, COMMENT SE RENDRE EN ALBANIE ?

Si vous êtes déjà adhérent de l'Association des Amitiés Franco-Albanaises (42 rue Labruyère, 75009 Paris), vous pouvez encore partir avec l'association, bien que celle-ci nous ait fait savoir que la plupart de ses voyages, qui se feront cette année sur une base régionale de recrutement, soient déjà complets.

Si vous n'êtes pas encore adhérent de l'Association, vous pouvez partir avec l'Association «Peuples et Découvertes» : association «à but non lucratif, fondée pour permettre à des militants de s'organiser pour utiliser leur période de vacances à découvrir les divers aspects de la réalité, de la vie et des luttes des peuples du monde».

Cette association a déjà organisé de nombreux voyages en liaison avec les camarades albanais d'ALBTURIST, et sa riche expérience dans ce domaine a permis d'établir une étroite collaboration avec les AFA, pour la prise en charge matérielle des voyages de ces dernières.

«Peuples et Découvertes» propose des voyages regroupant à chaque fois une trentaine de personnes maximum, à des dates diverses : en juin/juillet, il y aura des séjours en Albanie du 14.6 au 29.6 ; du 28.6 au 13.7 ; du 5.7 au 20.7 ; du 12.7 au 27.7 ; enfin, du 19.7 au 3.8. Pour août et septembre, les voyages auront lieu : du 2.8 au 17.8 ; du 9.8 au 24.8 ; du 16.8 au 31.8, enfin du 30.8 au 14.9.

Le prix du voyage est à peu près celui fixé par les AFA : 1850 F. Précisons que ce prix inclut les frais de visa, de nourriture et de l'hôtellerie, les suppléments pour les excursions et les frais de transport, à commencer par ceux du voyage en avion aller-retour. Les formalités pour un séjour en Albanie sont simples et réduites : «Peuples et Découvertes» vous les signalera par circulaire, si vous le lui demandez.

CE QUE VOUS FEREZ ET VERREZ

Le programme d'excursions, visites et conférences est le même pour les AFA et l'association «Peuples et Découvertes». Les

jours de repos sur les très belles plages albanaises où l'on peut discuter longuement avec les jeunes, ouvriers, paysans et mineurs qui y prennent leurs vacances, alternent avec les visites des coopératives, fermes d'Etat et usines, aux termes desquelles chaque groupe peut rencontrer les responsables du Parti et des Unions Professionnelles du lieu de travail visité. En outre, des conférences viennent indiquer les grandes orientations de la vie politique, économique, sociale et de la politique extérieure du pays. Enfin, la vie quotidienne et le passé historique et culturel sont découverts lors de grandes excursions comme celle de trois jours dans le sud du pays.

«Peuples et Découvertes»
10 rue St Marc
(bureau 112)
75002 Paris
Tél. : 236.19.35.
permanences tous les jours
sauf les samedi et
le dimanche de 15 h à 19 h)

COMMENT PRÉPARER VOTRE VOYAGE

Pour que ce voyage soit le plus enrichissant possible, il faut le préparer. Pour ce faire, on peut recommander quelques ouvrages. Si vous n'avez guère le temps de lire, prenez au moins le temps de consulter ces trois petits ouvrages :
- «Le guide touristique de

l'Albanie», établi grâce aux soins des camarades de l'Albturist, il vous donnera un remarquable aperçu de l'histoire, de la géographie et de l'organisation économique du pays, et vous présentera les grands circuits touristiques que vous ferez avec une fiche sur chaque ville, et son rôle dans l'histoire du peuple albanais. En outre, il est richement illustré.

- «Albanie, terre de l'homme nouveau», de notre regretté camarade Gilbert Mury ; la sensibilité avec laquelle il avait compris le peuple albanais et ses combats, avait fait dire un jour à Enver Hoxha : «Camarade Mury, l'Albanie est votre seconde patrie».

- «Nos amis nous demandent...», petit fascicule de questions et de réponses établies par Harilla Papajorgji, sur le contrôle ouvrier, l'économie, la santé, les salaires, les syndicats, etc... bref, toutes les ques-

tions que l'on pose arrivé en Albanie ! Pour une meilleure compréhension, nous vous conseillons de lire «l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie», qui est le seul ouvrage permettant de comprendre la lutte des communistes albanais pour la révolution.

Aux éditions 10.18, un choix de textes d'Enver Hoxha en 2 volumes : «Le socialisme en Albanie», (1941-1975) (n° 898 et 899).

Enfin, les deux derniers numéros d'«Albanie Aujourd'hui» présentent les textes d'Enver Hoxha de 1960, un moment où le PTA mène une intense lutte contre le révisionnisme de Khrouchchev, et le projet de nouvelle constitution albanaise actuellement en discussion dans tout le pays.

Tous ces ouvrages, disponibles, aux AFA n'excèdent pas 10F maximum. Alors bonnes vacances au «Pays des Aigles».

Camille NOEL

ALBANIE AUJOURD'HUI : La livraison de janvier-février de cette revue est particulièrement importante, puisqu'elle publie, en intégralité, le texte du projet de Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie, dont nous avions publié de très larges extraits dans le Quotidien du Peuple du 8 mars dernier. On trouvera, en outre, le passionnant discours de présentation du projet par Hysni Kapo, qui place résolument les acquis politiques et sociaux de la dictature du prolétariat en Albanie dans la droite ligne de la Commune de Paris et d'Octobre 1917.

Télévision

VENDREDI 7 MAI

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Sacrés fantômes
22 h 10 - Arcana - La répétition
23 h 05 - Journal

A 2

18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les mystères de New-York
21 h 30 - Apostrophes
22 h 35 - Journal
22 h 40 - Ciné-club - Place au rythme

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Les grandes batailles du passé - Les Dardanelles (1915)
22 h 20 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Au matin du deuxième jour passé par les partisans dans la grotte de Hon Dat...

21^e épisode UNE ATTAQUE A LA GRENADE

- Attention ! Les voilà !

Quyên vit deux ou trois silhouettes noires s'engouffrer dans la grotte. Avant qu'elle eût songé à se plaquer contre les parois, un croc-en-jambe la jeta à terre. Puis une rafale de Thompson crépita, suivie de plusieurs autres. Elle eut le temps de voir les silhouettes noires s'arrêter net, vaciller un moment et s'écrouler. Elle rampa vers une excavation. Elle vit de l'autre côté Toï se dresser pour lâcher de courtes rafales de Thompson et comprit qu'il venait de lui sauver la vie en la renversant.

L'ouverture de la grotte redevint nette, sans l'ombre d'un seul ennemi. Mais soudain, des silhouettes passèrent comme des flèches devant la grotte. Des grenades volèrent à l'intérieur, frappant les rocs.

- Grenades, abritez-vous ! cria Ngan.

Les grenades roulaient sur le sol. Avant qu'elles eussent le temps d'exploser, au dehors le jeu recommença. D'autres grenades furent lancées.

Puis, ce fut une série d'explosions submergeant la grotte sous une nappe épaisse de fumée. Des morceaux de roche volèrent et Quyên en reçut plusieurs de la grosseur d'un gros orteil sur le dos. Elle se tâta pour savoir si elle était blessée. A partir de ce moment, assourdie par les détonations, elle n'entendit plus rien, respirant l'odeur de la poudre à plein nez. (...)

Les partisans décident d'abandonner l'entrée de la grotte.

Chacun se précipita. Ngan couvrit la retraite en lâchant de courtes rafales. Puis il rejoignit ses camarades en courant. Il donna l'ordre de s'arrêter au premier tournant. Les grenades ne pouvaient parvenir jusque-là, et puis les rocs limitaient l'effet des éclats. Arrivé auprès des siens, Ngan les entendit demander :

- Et Quyên ? Où est-elle ?

Ngan hurla :

- Quyên ! Quyên !

Pas de réponse. Ngan tourna sur ses talons et bondit vers l'extérieur. Toï le suivit en criant :

- Ngan ! Laisse-moi y aller !

Mais Ngan avait disparu. Il rampa d'une anfractuosité à l'autre en appelant sa fiancée. Il se heurta à une jambe. Quyên était là, couchée sur le ventre, les deux bras sous la poitrine. Effrayé, Ngan la prit dans ses bras, écouta son souffle. Elle respirait. Il la tâta sur tout le corps. Pas de sang. Il mit son arme à la bretelle et, portant Quyên à bout de bras, courut en se baissant vers l'intérieur.

Il faisait déjà tout à fait jour au dehors.

Un capitaine gros et gras, vêtu d'un short rayé de couleur rouge sombre, pistolet en main, exhortait ses soldats :

- Allez-y encore ! Epuisez-moi toutes ces caisses !

Les soldats se précipitaient vers les caisses ouvertes, sortaient les MK3 flambant neuves et se les distribuaient. Chacun en prit deux et arracha les goupilles avec les dents. Puis, ils vinrent se

ranger avec précaution des deux côtés de la grotte pour bondir brusquement en lançant les grenades à l'intérieur.

Le capitaine avait fait apporter dès l'aube quarante caisses de grenades pour mettre en exécution le plan «d'attaques massives» dicté par les deux conseillers américains venus la veille. (...)

Le soleil était déjà haut quand l'ennemi épuisa les quarante caisses. La fumée s'était peu à peu tassée sur le sol. Le capitaine donna l'ordre de forcer l'entrée de la grotte, mais les hommes hésitèrent.

- Sacré nom ! hurla l'officier furibond. Ils sont tous morts là-dedans, que craignez-vous encore ?

Son Colt 12 à la main, il bouscula ses hommes.

- Place, tas de merdeux ! J'y vais, moi.

D'un air superbe, il courut vers l'entrée de la grotte. Ses gardes du corps le suivirent, tout aussi arrogants.

Mais à peine eut-il fait un pas dans la grotte qu'il reçut en pleine figure une balle qui le jeta à la renverse. On le vit gigoter dans la fumée et lâcher le pistolet qui n'avait pas eu le temps de tirer un seul coup. Son corps tout entier se convulsa comme un poisson à qui l'on vient de fracasser la tête. Ses gardes du corps refluèrent vers la sortie, l'abandonnant à son sort. Le sang couvrit son visage, le teintant de la même couleur que sa culotte. Et la fumée qui continuait à se tasser estompa peu à peu sa grosse carcasse.

(à suivre)

L'ESPAGNE FACE AU FASCISME RENOVÉ

FAIRE VIVRE LA CULTURE BASQUE, C'EST LUTTER POUR LA LIBERTÉ

Durant le siècle dernier, l'usage de la langue basque a été en régression constante, sous l'influence de la bourgeoisie basque qui abandonnait la langue du peuple considérée comme vulgaire, pour parler espagnol ou même français. De même, l'inexistence de structures de renforcement de la culture basque la laissait dans une position de faiblesse alors que l'industrie se développait et que 50% de la production étaient exportés hors d'Euskadi.

Mais si auparavant la langue basque avait perdu du terrain, elle a souffert beaucoup plus depuis la guerre civile. Le franquisme a tout fait depuis sa victoire pour l'exterminer. Dans les premières années, on ne pouvait plus parler basque dans les villages, on risquait d'être dénoncé et emprisonné. Dans les écoles, on imposait des instituteurs complètement fascistes qui interdisaient de parler basque, apprenaient aux enfants des chants fascistes, leur faisait étudier des textes à la gloire de la «croisade franquiste» et où les rouges étaient dépeints comme l'incarnation du mal. Celui qui était pris à parler euskera se voyait imposer le port d'un anneau qu'il devait passer au camarade qu'il surprendrait à son tour. Le dernier à porter l'anneau était battu.

Enfin, toute manifestation de culture basque, l'édition de livres, de revues, la chanson, était interdite. Tout cela fait que la culture basque était retombée à un niveau extrêmement bas. C'est dans les années 60 qu'un mouvement s'est levé dans la jeunesse basque pour récupérer ce qui avait été perdu. Il y eut un mouvement extrêmement large pour poursuivre la culture basque. Dans tous les domaines, des intellectuels, des

artistes se levaient pour demander l'autorisation d'amener un livre, un cours de langue basque, de faire un festival de chansons basques.

Malgré les livres interdits, saisis, les festivals annulés au dernier moment, le gouvernement a été obligé de céder en beaucoup de points. C'est qu'au départ, la littérature basque était cantonnée dans la description de la vie traditionnelle, au village, mais depuis, les poètes, les chanteurs ont parlé des problèmes des Basques d'aujourd'hui, des ouvriers, de la vie urbaine, de la répression.

Pour les chanteurs, la seule manière de faire, c'est de créer des chansons qui ont un double sens, on crée une chanson où l'on parle de chiens et tout le monde comprend qu'il s'agit de policiers. «Mais, malgré cela la police peut te censurer ton texte comme elle veut, m'explique Yoseba, professeur de langue basque, mais s'il y a du monde, tu peux passer outre, ou alors convoquer des représentations dans des locaux universitaires qui ne sont pas soumis à la censure sous un prétexte ou un autre. Bref, c'est un peu comme une pomme d'arrosoir, il y a tellement de trous que même avec dix doigts, tu ne peux pas les boucher tous !»

QUAND LE PEUPLE RECONQUIERT SA LANGUE

C'est dans ce courant que sont nées les Ikastolas, ce sont des écoles pour les enfants où tout est entièrement enseigné en langue basque. D'abord, ce sont des religieux qui les ont abritées, puis comme ils voulaient aussi y faire passer leurs idées, des associations de parents se sont constituées pour les promouvoir.

Mais ces écoles, jusqu'à la dernière loi ne bénéficiaient d'aucune subvention d'Etat et elles ne sont reconnues légalement que très difficilement. Yoseba m'apprend ainsi que dans l'ikastola, où il a étudié, on devait cacher les enfants de 7 ans lorsqu'un inspecteur arrivait pour éviter une amende au professeur. Mais un autre moyen d'étouffer le mouvement, c'est le manque d'argent.

Les enfants d'ouvriers et de paysans ne peuvent les fréquenter que difficilement parce qu'elles sont payantes et, avec la crise économique, elles deviennent de plus en plus le privilège de la bourgeoisie libérale, alors que ce sont les classes populaires qui les ont créées. Pour les autres, ce n'est pas avec la demi-heure ou l'heure d'étude par semaine concédée par le décret de Juan Carlos qu'ils peuvent se réapproprier leur langue surtout si l'on veut bien voir qu'elle n'est que rarement effective dans les écoles d'Etat. En réalité, le projet des fascistes n'a pas changé : reléguer l'euskera dans les villages éloignés, à titre de curiosité, pour les paysans et quelques intellectuels.

Mais le peuple ne l'entend pas ainsi, et de moins en moins. Si l'université basque et l'enseignement bilingue figu-

rent au programme revendicatif des commissions ouvrières comme de toutes les forces populaires, c'est qu'il s'agit d'une exigence très ressentie parmi le peuple basque. En Navarre, où la langue n'est plus le véhicule usuel que dans les villages du Nord, il existe un vaste mouvement de retour à l'euskera. Dans Pampelune même, plusieurs académies de langue basque fonctionnent pour les travailleurs où pour les maîtres-maîtres de maison.

Celle que j'ai visitée, au premier étage d'une maison du vieux quartier a commencé il y a 3 ans avec 170 élèves, elle en compte aujourd'hui 500. Les travailleurs déclarent «vouloir apprendre ce qu'ils auraient toujours dû savoir». La majorité d'entre eux vient de Navarre mais il y a aussi des immigrés, de régions aussi différentes que Madrid et Alicante. Il leur en coûte 250 pesetas de cotisation facultative par mois. Pour acheter le matériel et les locaux puisque les professeurs sont bénévoles.

Depuis 2 ans, la députacion (conseil général) alloue une subvention qui va croissant mais s'empressent-ils de préciser, c'est peu de choses et c'est plus pour reconnaître un état de fait que pour soutenir un mouvement qui s'est créé et développé malgré elle.

Un mouvement qui ne demande qu'à croire si l'on en croit cette jeune femme qui m'a déclaré : «Parler l'euskera pour moi, ce serait vraiment bien, mais je ne me sens pas capable de l'apprendre aujourd'hui en cours du soir. Par contre, si j'ai des enfants, je ferai l'impossible pour qu'ils puissent aller dans une ikastola».



Manifestation de Vitoria où 5 ouvriers ont été assassinés.

EUSKADI QUELLE LUTTE PATRIOTIQUE

Le P.N.V. (Parti Nationaliste Basque), après avoir dirigé l'Etat autonome basque contre le soulèvement fasciste de 1936, est aujourd'hui à la tête du gouvernement basque en exil.

Il a mis tout le poids de son prestige pour décommander la célébration de l'Aberti Eguna 1976, pour éviter dit-il «une effusion de sang». C'est qu'il représente la première génération du mouvement nationaliste basque qui s'appuyait sur l'alliance d'une certaine bourgeoisie et de la paysannerie. Aujourd'hui, membre de la démocratie chrétienne, liée au grand capital européen, comment ne pencherait-il pas pour le compromis avec la bourgeoisie centraliste espagnole ?

Il en va tout autrement de la gauche «ABERTZALE» (patriotique) dont sont membres à divers titres les jeunes nationalistes basques, étudiants, employés, ouvriers, qui m'ont expliqué leur vision du mouvement patriotique d'Euskadi.

Si tous, ne dénoncent pas clairement la stratégie de «rupture» négociée qui sous-tend cette dernière position, ils sont unanimes pour condamner cette erreur du PNV. «La bourgeoisie basque

refuse d'aller aux affrontements décisifs disent-ils, elle est limitée par ses méthodes mêmes». Cette conséquence n'est pas nouvelle à leur yeux. «Il y a une dizaine d'années, à Paris, raconte un jeune étudiant, le gouvernement basque ne célébrait plus l'Aberti Eguna que par un repas où l'on évoquait les souvenirs du passé. Alors un groupe de jeunes s'est levé et a décidé de rompre avec cela, c'est ainsi que l'ETA est né, d'une scission du PNV.»

C'EST LA CLASSE OUVRIÈRE QUI LIBÉRERA EUSKADI

L'ETA a rappelé à tous le principe fondamental de l'unité des sept provinces d'Euskadi, que plus grand monde n'ose contester de ce côté des Pyrénées, surtout, elle a affirmé et imposé sans détours la nécessité de la lutte pour la liberté.

Tout le Pays Basque a applaudi à ses exploits contre les forces de répression et ici, en Navarre, chacun se souvient avec une certaine reconnaissance de la séquestration de HUARTE, le patron d'une entreprise en grève. Les combattants de l'ETA sont regardés par tous comme les fils du peuple. Même si le meurtre de l'industriel BERAZADI n'a été accepté par personne, tous sans exception rejettent la responsabilité de sa mort sur le gouvernement. S'il avait été fils de ministre, on aurait pas hésité à livrer la rançon» commente un paysan. Mais est-ce à dire que l'on partage l'ensemble de ses choix politiques ?

La question de l'indépendance ne paraît pas au centre des revendications des Basques. Pour les plus radicaux de mes interlocuteurs, elle apparaît comme une perspective à long terme ou même comme «l'idéal» mais ce qui ne se négocie pas, c'est l'autodétermination et qui ne voit qu'elle ne saurait être acquise que par le renversement du fascisme, dans une lutte conjointe avec les autres peuples de l'Etat espagnol ? Cela ne va pourtant pas sans une grande méfiance de leur part envers tout ce qui de près ou de loin peut apparaître comme «espagnoliste». Cette méfiance prend racine dans le comportement historiquement centraliste de la gauche espagnole, il s'accompagne d'un rejet net de toute sorte de «succursalisme». Cette critique s'adresse en tout premier lieu au PSOE et au parti révisionniste, mais elle n'épargne pas les organisations révolutionnaires qui, comme le MC ou l'ORT, luttent pour le droit à l'autodétermination.

Peut-être celle-ci n'est-elle pas sans quelque fondement, et quoi d'étonnant à ce que la fusion entre le mouvement ouvrier et le mouvement patriotique basque ne se fasse pas sans quelque contradiction ?

Écoutons ce qu'en dit un leader ouvrier marxiste léniniste des mines de potasse : «Autrefois, l'Aberti Eguna était une fête éminemment bourgeoise, c'est avec la lutte anti-fasciste que la classe ouvrière se l'est progressivement appropriée, bien qu'au départ, elle ait eu des doutes».

Si la classe ouvrière fait sienne aujourd'hui, la lutte de libération du peuple basque, c'est avec son soutien propre en effet. Sa façon à elle d'unir les provinces basques, c'est la solidarité ouvrière qui fait que la Navarre se lève toute entière d'un bond lorsque Vitoria est touchée. C'est aussi il est vrai parce que les liens entre la classe ouvrière et la paysannerie se sont considérablement renforcés dans tout le Pays Basque. C'est enfin parce que derrière la revendication nationale du peuple basque se profile un avenir de liberté. Comme me le dira un autre militant : «l'oligarchie a peur de l'unité des provinces basques parce qu'elle a un contenu révolutionnaire». Ou plus simplement, dans la bouche d'une employée de bureau qui apprend le basque en cours du soir : «le gouvernement lutte contre notre langue parce que si tous les gens pouvaient parler Euskera, ils seraient beaucoup plus libres». Une chose en tous cas est de plus en plus clairement vue par tous, c'est que seuls, ceux que dans leur langue mes camarades ABERTZALES appellent les «LANGUILLES», les travailleurs pourront mener à leur terme les aspirations du peuple basque.

C'est là un mouvement irréversible.